

Publications périodiques

Comptes annuels

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire
et financier au capital de 187 967 440,00 Euros.
Siège social : 4, Avenue du Pré Félin - PAE Les Glaisins 74940 Annecy le Vieux
302 958 491 R.C.S ANNECY

A. — Comptes individuels au 31/12/2017.

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole des Savoie
en date du 26 janvier 2018 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 29 mars 2018.

I. — Bilan au 31 décembre 2017.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées		495 537	477 319
Caisse, banques centrales		117 811	114 866
Effets publics et valeurs assimilées	5	330 676	326 424
Créances sur les établissements de crédit	3	47 050	36 029
Opérations internes au Crédit Agricole	3	1 878 084	2 303 437
Opérations avec la clientèle	4	15 520 000	15 064 537
Opérations sur titres		1 877 864	1 670 457
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	1 045 953	939 164
Actions et autres titres à revenu variable	5	831 911	731 293
Valeurs immobilisées		1 525 413	1 455 016
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 171 080	1 154 836
Parts dans les entreprises liées	6-7	211 007	176 095
Immobilisations incorporelles	7	32 600	32 467
Immobilisations corporelles	7	110 726	91 618
Capital souscrit non versé			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		698 476	617 540
Autres actifs	9	589 852	490 471
Comptes de régularisation	9	108 624	127 069
Total actif		21 995 374	21 588 306

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées		37 466	22 681
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	37 466	22 681
Opérations internes au Crédit Agricole	11	12 128 105	12 350 588
Comptes créditeurs de la clientèle	12	6 391 538	6 043 306
Dettes représentées par un titre	13	455	1 702
Comptes de régularisation et passifs divers		625 620	484 315
Autres passifs	14	412 920	289 249
Comptes de régularisation	14	212 700	195 066
Provisions et dettes subordonnées		475 243	498 195
Provisions	15-16-17	203 459	229 289
Dettes subordonnées	19	271 784	268 906
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18	180 915	156 435
Capitaux propres hors FRBG	20	2 156 032	2 031 084
Capital souscrit		187 967	187 968
Primes d'émission		105 117	105 117
Réserves		1 724 724	1 600 288
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		138 224	137 711
Total passif		21 995 374	21 588 306

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		3 129 369	2 938 191
Engagements de financement	28	1 806 894	1 592 139
Engagements de garantie	28	1 321 836	1 345 595
Engagements sur titres	28	639	457
Engagements reçus :		5 335 736	4 900 263
Engagements de financement	28	69 687	80 414
Engagements de garantie	28	5 265 410	4 819 392
Engagements sur titres	28	639	457

- Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :
- Opérations de change au comptant et à terme : note 23
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 24

III. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	33	437 581	469 067
Intérêts et charges assimilées	33	-264 113	-251 509
Revenus des titres à revenu variable	34	48 605	31 267
Commissions Produits	35	238 376	240 257
Commissions Charges	35	-40 934	-36 985
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	11 174	12 501
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	17 841	27 231
Autres produits d'exploitation bancaire	38	7 411	8 905
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-1 620	-2 979
Produit net bancaire		454 321	497 755
Charges générales d'exploitation	39	-247 452	-238 322
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-14 758	-14 396
Résultat brut d'exploitation		192 111	245 037
Coût du risque	40	-14 713	7 506
Résultat d'exploitation		177 398	252 543
Résultat net sur actifs immobilisés	41	10 740	1 262
Résultat courant avant impôt		188 138	253 805
Résultat exceptionnel	42		
Impôts sur les bénéfices	43	-25 433	-63 687
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-24 481	-52 407
Résultat net de l'exercice		138 224	137 711

Note 1. — Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

1.1. Cadre juridique et financier. — La Caisse régionale de Crédit Agricole des Savoie est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées au Crédit Agricole des Savoie, 64 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

Le Crédit Agricole des Savoie est agréé, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2017, le Crédit Agricole des Savoie fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,64 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,28 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 2 146 133 actions propres au 31 décembre 2017, soit 0,08 % de son capital, contre 2 765 736 actions propres au 31 décembre 2016.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole. — L'appartenance du Crédit Agricole des Savoie au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A. : Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

— Opérations en devises : Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

— Couverture des risques de liquidité et de solvabilité : Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

Par ailleurs, le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD et règlement sur le mécanisme de résolution unique transposés en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, le Conseil de résolution unique, autorité de résolution européenne, a été dotée de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution, ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution. L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L. 613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

— Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch) : Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus actionnaire des Caisses régionales à l'issue de l'opération ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet 2016 (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017 :

— Opération de titrisation : Le 23 février 2017, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été réalisée au sein du Groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses Régionales. Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliard d'Euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, le Crédit Agricole des Savoie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 30 millions d'Euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2017. Elle a souscrit pour 3,6 millions d'Euros des titres subordonnés.

— Réaménagement du refinancement : Sur 2017, la Caisse régionale a procédé à des réaménagements successifs de son refinancement pour un montant global de 467 millions d'Euros de remboursements anticipés (contre 227 millions d'Euros en 2016) avec le paiement de soultes pour 75,9 millions d'Euros (contre 24,7 millions d'Euros en 2016) à Crédit Agricole SA.

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2017. — Néant.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de Crédit Agricole des Savoie sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, le Crédit Agricole des Savoie publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers du Crédit Agricole des Savoie est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Textes ANC	Libellé	1ère application	Applicable dans le Groupe
Nouvelle recommandation ANC : Recommandation n°2016-01 Cf. Annexe 2	Relative aux informations à mentionner dans l'annexe des comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises et internationales (en lien avec la Directive comptable unique, la réforme européenne de l'audit et avec le règlement 2016-09)	En vigueur	Oui pour les comptes consolidés IFRS
Nouveaux règlements ANC : Règlement n°2015-05	Relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture	01/01/2017 Rétrospective	Non ²
Version consolidée du règlement n°99-01	Rassemblant l'ensemble des textes comptables applicables au secteur associatif	En vigueur	Non
Règlement n°2016-01	Relatif aux comptes annuels de l'Association de Gestion du Fonds Paritaire National (AGFPN).	01/01/2016 Prospective	Non
Règlement n°2016-02	Relatif aux comptes annuels des organismes de titrisation	01/01/2017 Rétrospective	Non
Règlement n°2016-03	Relatif aux règles comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI)	01/01/2017 Rétrospective	Non
Règlement n°2016-04	Relatif aux sociétés de libre partenariat.	31/12/2016 Prospective	Non

Textes ANC	Libellé	1ère application	Applicable dans le Groupe
Nouvelle recommandation ANC (suite) : Règlement n°2016-05	Modifiant le règlement CRC n° 2000-05 du 7 décembre 2000 relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances et des institutions de prévoyances régies par le code de la sécurité sociale ou par le code rural. (nb : comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises)	01/01/2016 Prospective	Non
Règlement n°2016-06	Modifiant le règlement ANC n°2014-06 relatif aux règles comptables applicables aux organismes de placement collectif immobilier (OPCI)	31/12/2016 Prospective	Non
Règlement n°2016-07 Cf. Annexe 2	Modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général. (en lien avec la Directive comptable unique et la réforme européenne de l'audit)	31/12/2016 Prospective	Oui pour les comptes individuels en normes française
Règlement n°2016-08	Modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques. (nb: comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises)	01/01/2016 hors articles 4 à 7 (à compter 01/01/2017) Rétrospective	Non
Règlement n°2016-09 Cf. Annexe 2	Relative aux informations à mentionner dans l'annexe des comptes consolidés établis selon les normes internationales(en lien avec la Directive comptable unique, la réforme européenne de l'audit et avec la recommandation 2016-01)	31/12/2016 Prospective	Oui pour les comptes consolidés IFRS

Textes ANC	Libellé	1ère application	Applicable dans le Groupe
Nouvelle recommandation ANC (suite) : Règlement n°2016-10	Modifiant l'annexe du règlement du Comité de la réglementation comptable n° 99-07 du 24 novembre 1999 relatif aux règles de consolidation modifié. (nb: comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises)	31/12/2016 Prospective	Non
Règlement n°2016-11	Modifiant l'annexe du règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2005-05 du 7 décembre 2000 relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances et des institutions de prévoyance régies par le code de la sécurité sociale ou par le code rural modifié modifiant l'annexe du règlement du Comité de la réglementation comptable n°99-07 du 24 novembre 1999 relatif aux règles de consolidation modifié. (nb: comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises)	31/12/2016 Prospective	Non
Règlement n°2016-12	Modifiant l'annexe du règlement n° 2015-11 du 26 novembre 2015 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance.	31/12/2016 Prospective	Non

2.1. Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

- Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :
- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit le Crédit Agricole des Savoie à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées. — Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt du contrat. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt du contrat (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de trente jours d'impayés.

Le montant des créances restructurées détenues par Crédit Agricole des Savoie s'élève à 93 512 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 60 535 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

Sur ces prêts, des décotes sont comptabilisées pour un montant de 288 milliers d'Euros.

Créances douteuses. — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, le Crédit Agricole des Savoie distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré. — Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par le Crédit Agricole des Savoie par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations. — Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement. — Par ailleurs, le Crédit Agricole des Savoie a également constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement telles que les provisions collectives ou les provisions sectorielles généralement calculées à partir des modèles Bâlois. Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

Passage en perte. — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, le Crédit Agricole des Savoie le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'il a de son activité.

2.2. Portefeuille Titres. — Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

– s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole des Savoie dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

– s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

— Titres d'investissement : Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels le Crédit Agricole des Savoie dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

— Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme :

– Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

– Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

– Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus. A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

— Prix de marché : Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

– les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

– si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, le Crédit Agricole des Savoie détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, le Crédit Agricole des Savoie utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

— Dates d'enregistrement : Le Crédit Agricole des Savoie enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

— Reclassement de titres : Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

– du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

– du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le Crédit Agricole des Savoie n'a pas opéré, en 2017, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.3. Immobilisations. — Le Crédit Agricole des Savoie applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent. La Caisse régionale ne dispose d'aucun mali technique dans ses comptes au 31 décembre 2017. Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

— Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Crédit Agricole des Savoie, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 ans
Second œuvre	10 ans
Installations techniques	10 à 25 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 10 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose le Crédit Agricole des Savoie sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

- Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

— soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er Janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;

- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er Janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

Le Crédit Agricole des Savoie applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — Le Crédit Agricole des Savoie applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Le Crédit Agricole des Savoie ne constate pas de provision pour risque pays.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

- Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

— le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.

- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par le Crédit Agricole des Savoie à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Le montant du FRBG inscrit au 31 décembre 2017 figure en Note 17 soit 180 915 milliers d'Euros.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

- Opérations de marché. — Les opérations de marché regroupent :

— les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),

— la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

— Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

— Risque de contrepartie sur les dérivés : Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, le Crédit Agricole des Savoie intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du Crédit Agricole des Savoie.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

— Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels,
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les dotations aux succursales, les immobilisations des implantations à l'étranger, les titres d'investissement et de participation en devises achetés contre Euros sont convertis en Euros au cours du jour de la transaction. Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations du Crédit Agricole des Savoie à l'étranger.

A chaque arrêt, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, le Crédit Agricole des Savoie a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Le montant débiteur global de la position de change opérationnelle du Crédit Agricole des Savoie s'établit à 172 276 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

2.10. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour le Crédit Agricole des Savoie.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 26 et 27.

2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord CA des Savoie, modifié par les avenants 2017-2018-2019 du 1 juin 2017.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi :

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies : Le Crédit Agricole des Savoie a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, le Crédit Agricole des Savoie provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Le Crédit Agricole des Savoie a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Le Crédit Agricole des Savoie a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

— Pour satisfaire à ces engagements, la Caisse régionale a souscrit à des assurances :

- auprès de Prédica pour couvrir les indemnités de fin de carrière qui seront à verser à ses collaborateurs à l'issue de leur vie professionnelle,
- auprès d'Adicam et de Fomugéi pour couvrir les charges futures de retraite et d'indemnités de fin de carrière des dirigeants.

— Plans de retraite – régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, le Crédit Agricole des Savoie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.
Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes du Crédit Agricole des Savoie.

2.14. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Le Crédit Agricole des Savoie a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), le Crédit Agricole des Savoie a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

Note 3. — Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
A vue	50				50		50	53
A terme				21 996	21 996	2	21 998	20
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés	8 546		10 255	6 156	24 957	45	25 002	35 956
Total	8 596		10 255	28 152	47 003	47	47 050	36 029
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							47 050	36 029
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	167 499				167 499	26	167 525	439 388
Comptes et avances à terme	138 758	167 485	602 386	786 662	1 695 291	15 268	1 710 559	1 864 049
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	306 257	167 485	602 386	786 662	1 862 790	15 294	1 878 084	2 303 437
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							1 878 084	2 303 437
Total							1 925 134	2 339 466

Commentaires :

— Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 25 002 milliers d'Euros dont :

– 18 800 milliers d'Euros de prêts subordonnés à la filiale Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA. ;

– 6 156 milliers d'Euros de prêt participatif à Crédit Logement ;

– 47 milliers d'Euros de créances rattachées sur l'ensemble de ces prêts

Les titres subordonnés en portefeuille s'élèvent à 46 847 milliers d'Euros.

Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

— Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. — Opérations avec la clientèle.

4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	17 615	554			18 169		18 169	23 850
Autres concours à la clientèle	560 624	1 232 676	4 764 963	9 035 623	15 593 886	44 774	15 638 660	15 143 354
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	63 579				63 579	663	64 242	96 061
Dépréciations							-201 071	-198 728
Valeur nette au bilan							15 520 000	15 064 537

Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle sont nuls.

Parmi les créances sur la clientèle 1 955 323 milliers d'Euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2017 contre 1 757 781 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	14 816 370	14 310 351
Autres pays de L'U.E.	69 926	76 890
Autres pays d'Europe	749 911	783 321
Amérique du Nord	5 460	8 146
Amérique Centrale et du Sud	1 840	2 159
Afrique et Moyen-Orient	17 987	19 525
Asie et Océanie (hors Japon)	13 812	14 236
Japon	328	378
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	15 675 634	15 215 006
Créances rattachées	45 437	48 259
Dépréciations	-201 071	-198 728
Valeur nette au bilan	15 520 000	15 064 537

4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	14 861 203	355 675	116 554	-201 071	109 397	14 357 932	353 760	126 240	-198 728	119 143
Autres pays de L'U.E.	70 184	3 056	1 780			77 275	3 937	2 361		
Autres pays d'Europe	750 169	17 195	2 812			783 538	14 476	2 390		
Amérique du Nord	5 469	48	42			8 158	107	69		
Amérique Centrale et du Sud	1 850	175				2 163	172	1		
Afrique et Moyen-Orient	18 021	561	92			19 555	656	140		
Asie et Océanie (hors Japon)	13 847	258	39			14 266	236	43		
Japon	328					378				
Non ventilés et organismes internationaux										
Total	15 721 071	376 968	121 319	-201 071	109 397	15 263 265	373 344	131 244	-198 728	119 143

4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	10 265 778	202 429	52 968	-93 251	-49 306	10 070 089	203 525	55 659	-87 044	-51 457
Agriculteurs	455 216	10 290	2 544	-4 897	-2 166	428 129	8 712	2 349	-4 597	-2 039
Autres professionnels	2 009 596	80 866	34 240	-52 242	-32 110	1 926 482	83 646	38 467	-58 395	-36 737
Clientèle financière	199 111	3 944	1 635	-2 342	-1 094	187 414	3 344	1 248	-1 791	-997
Entreprises	1 942 506	78 779	29 424	-47 714	-24 228	1 832 980	73 652	33 374	-46 545	-27 797
Collectivités publiques	748 432					725 118				
Autres agents économiques	100 432	660	508	-625	-493	93 053	465	147	-356	-116
Total	15 721 071	376 968	121 319	-201 071	-109 397	15 263 265	373 344	131 244	-198 728	-119 143

Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				327 418	327 418	323 210
Dont surcote restant à amortir				24 418	24 418	25 757
Dont décote restant à amortir						-547
Créances rattachées				3 258	3 258	3 214
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				330 676	330 676	326 424
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						

Emis par organismes publics			271 330	271 330	271 407
Autres émetteurs	3 872		762 878	766 750	660 546
Dont surcote restant à amortir			25 098	25 098	25 292
Dont décote restant à amortir					-1 359
Créances rattachées	28		7 851	7 879	7 255
Dépréciations	-6			-6	-44
Valeur nette au bilan	3 894		1 042 059	1 045 953	939 164
Actions et autres titres à revenu variable	832 496			832 496	731 903
Créances rattachées	98			98	109
Dépréciations	-683			-683	-719
Valeur nette au bilan	831 911			831 911	731 293
Total	835 805		1 372 735	2 208 540	1 996 881
Valeurs estimatives	898 611		1 403 745	2 302 356	2 103 959

(1) : dont 46 847 milliers d'Euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2017 et 45 624 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

Transferts de titres en cours d'exercice : Le Crédit Agricole des Savoie n'a pas réalisé de transferts de titres en 2017.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 29 500 milliers d'Euros. Les moins-values nettes dégagées à cette occasion s'élèvent à -314 milliers d'Euros.

Valeurs estimatives. — La valeur estimée des plus-values latentes brutes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 62 931 milliers d'Euros au 31 décembre 2017, contre 66 470 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes brute sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 42 120 milliers d'Euros au 31 décembre 2017, contre 51 187 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Administration et banques centrales (y compris Etats)	271 330	271 407
Etablissements de crédit	173 312	117 560
Clientèle financière	1 232 394	1 115 391
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	193 540	159 498
Divers et non ventilés		
Total en principal	1 870 576	1 663 856
Créances rattachées	7 977	7 364
Dépréciations	-689	-763
Valeur nette au bilan	1 877 864	1 670 457

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable :	1 038 080	327 418	832 496	2 197 994	931 953	323 210	731 903	1 987 066
Dont titres cotés	738 708	327 418	987	1 067 113	630 181	323 210	987	954 378
Dont titres non cotés (1)	299 372		831 509	1 130 881	301 772		730 916	1 032 688
Créances rattachées	7 879	3 258	98	11 235	7 255	3 214	109	10 578
Dépréciations	-6		-683	-689	-44		-719	-763
Valeur nette au bilan	1 045 953	330 676	831 911	2 208 540	939 164	326 424	731 293	1 996 881

Commentaires :

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

– OPCVM français 808 017 milliers d'Euros

– OPCVM étrangers 21 519 milliers d'Euros

Le Crédit Agricole des Savoie détient un OPCVM sous contrôle exclusif : Adret Gestion qui figure à l'actif du bilan pour 130 665 milliers d'Euros. Sa valeur liquidative au 31 décembre 2017 s'élève à 166 603 milliers d'Euros.

— La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2017 :

(En millier d'Euros)	Valeur d'acquisition	Valeur liquidative
OPCVM Monétaires	165 000 000	164 994 717
OPCVM Obligataires	501 327 290	522 412 624
OPCVM Actions	17 623 702	21 034 998
Opcvm adret Gestion	130 664 766	166 603 124
OPCVM Autres	16 091 564	17 904 914
Total	830 707 322	892 950 377

5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	20 192	39 192	319 470	659 226	1 038 080	7 879	1 045 959	939 208
Dépréciations							-6	-44
Valeur nette au bilan	20 192	39 192	319 470	659 226	1 038 080	7 879	1 045 953	939 164
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		23 379	175 777	128 262	327 418	3 258	330 676	326 424
Dépréciations								
Valeur nette au bilan		23 379	175 777	128 262	327 418	3 258	330 676	326 424

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2017.

Informations financières filiales et participations (En milliers d'Euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de l'entité :										
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :				131 700	131 700					6 528
CA NEXT BANK (EX CAF (SUISSE)) (1)	255 098	80 930	54,0%	131 700	131 700		448 086	0	12 878	6 528
Autres parts dans les entreprises liées :				26 629	21 225	16 390				6 000
SASU CADS DEVELOPPEMENT (2)	16 500	3 891	100,0%	16 500	16 500	16 390		0	1 567	4 400
SNC FONCIERE (1)	9 278	-7 294	91,6%	8 502	3 097	0		230	38	0
SASU CADS CAPITAL (1)	1 625	485	100,0%	1 628	1 628	0		7	281	1 600
Autres titres de participations :				1 155 073	1 148 219	7 224				33 011
SNC SACAM MUTUALISATION (3)	18 556 677	-1 048	3,3%	616 969	616 969			0	0	9 113
SAS RUE LA BOETIE (1)	2 744 903	15 640 929	2,2%	428 012	428 012	0		0	893 492	20 781
SA COMPAGNIE DES ALPES (1)	185 363	620 341	6,3%	40 835	40 835			720 179	40 322	615
SAS SACAM INTERNATIONAL (1)	522 023	45 156	2,2%	19 399	12 545			0	-16 520	220
SAS SACAM DEVELOPPEMENT (1)	725 471	13 307	2,1%	15 446	15 446	7 224		0	-18 242	0
SEM SOCIETE DES 3 VALLES (1)	73 866	42 748	9,0%	9 334	9 334			67 628	5 615	398
SA SETAM (1)	4 442	103 283	38,1%	8 265	8 265			59 497	12 504	1 581
SAS SACAM IMMOBILIER (1)	139 588	500	4,0%	5 591	5 591			0	4 141	157
SAS SACAM AVENIR (1)	196 931	-149	1,9%	3 815	3 815			0	-26	0
SAS DELTA (1)	79 550	-1 603	3,3%	2 593	2 593			0	-26	0
SAS C2MS (1)	53 053	4 929	3,6%	2 513	2 513			150 862	7 423	147
SAS SACAM PARTICIPATIONS (1)	62 558	13 996	3,2%	2 302	2 302			251	1 945	0
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de l'entité										
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit				0	0	0				

Participations dans des établissements de crédit			0	0	0			
- Autres parts dans les entreprises liées			2 003	2 003	39 645			
- Autres titres de participations			11 549	10 477	1 110			
Total parts dans les entreprises liées et participations			1 326 955	1 313 625	64 368	0		

(1) 2016
(2) 2017 Avant affectation du résultat
(3) Pas encours d'état financier

Pour Crédit Agricole Next Bank Suisse, les données du bilan sont converties au cours de 1,1705 CHF pour 1€ et celles du résultat au cours de 1,1160 CHF pour 1€.

6.1. Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées :				
Titres non cotés	160 333	179 328	153 330	185 259
Titres cotés				
Avances consolidables	56 034	56 034	28 147	28 147
Créances rattachées	44	44	25	25
Dépréciations	-5 404		-5 407	
Valeur nette au bilan	211 007	235 406	176 095	213 431
Titres de participation et autres titres détenus à long terme :				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 125 787	1 371 032	1 124 694	1 325 671
Titres cotés	40 835	42 080	40 835	30 411
Avances consolidables	8 334	8 334	8 326	8 199
Créances rattachées	252	252	129	129
Dépréciations	-7 826		-19 758	
Sous-total titres de participation	1 167 382	1 421 698	1 154 226	1 364 410
Autres titres détenus à long terme :				
Titres non cotés	3 794	3 797	706	701
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-96		-96	
Sous-total autres titres détenus à long terme	3 698	3 797	610	701
Valeur nette au bilan	1 171 080	1 425 495	1 154 836	1 365 111
Total des titres de participation	1 382 087	1 660 901	1 330 931	1 578 542

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 289 914		1 278 730	
Titres cotés	40 835		40 835	
Total	1 330 749		1 319 565	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2017
Parts dans les entreprises liées :					
Valeurs brutes	153 330	7 003			160 333
Avances consolidables	28 147	29 430	-1 543		56 034
Créances rattachées	25	8 362	-8 343		44

Dépréciations	-5 407		3		-5 404
Valeur nette au bilan	176 095	44 795	-9 883		211 007
Titres de participation et autres titres détenus à long terme :					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 165 529	3 257	-2 277	113	1 166 622
Avances consolidables	8 326	134	-13	-113	8 334
Créances rattachées	129	398	-275		252
Dépréciations	-19 758	-452	12 384		-7 826
Sous-total titres de participation	1 154 226	3 337	9 819		1 167 382
Autres titres détenus à long terme :					
Valeurs brutes	706	528	-63	2 623	3 794
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-96				-96
Sous-total autres titres détenus à long terme	610	528	-63	2 623	3 698
Valeur nette au bilan	1 154 836	3 865	9 756	2 623	1 171 080
Total	1 330 931	48 660	-127	2 623	1 382 087

(1) Les 2 623 MILLIERS D'EUROS d' « Autres mouvements » correspondent aux reclassements des certificats d'associés qui étaient classés en 2016 dans la catégorie des « Opérations sur titres »

- Le Crédit Agricole des Savoie a augmenté ses participations dans :
 - le capital du Crédit Agricole Next Bank Suisse à hauteur de 6 528 milliers d'Euros,
 - le capital de SACAM Avenir – Bforbank à hauteur de 988 milliers d'Euros,
 - le capital de SACAM Assurance caution à hauteur de 965 milliers d'Euros.

De plus, le groupe Crédit Agricole a décidé de simplifier l'organisation des SACAM ce qui s'est traduit par la cession de 2 051 K€ de titres par la Caisse Régionale.

- Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2017
Immobilisations corporelles :					
Valeurs brutes	261 157	34 093	-5 887		289 363
Amortissements et dépréciations	-169 539	-14 544	5 446		-178 637
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles :					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	91 618	19 549	-441		110 726
Immobilisations incorporelles :					
Valeurs brutes	74 734	347			75 081
Amortissements et dépréciations	-42 267	-214			-42 481
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles :					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	32 467	133			32 600
Total	124 085	19 682	-441		143 326

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles : Dans les 34 millions d'Euros d'investissement, le programme de rénovation des agences et des sièges dans lequel la Caisse Régionale a investi représente une part significative.

Les diminutions (-6 millions d'Euros) correspondent principalement aux mises au rebut des immobilisations corporelles des agences qui ont fait l'objet d'un programme de rénovation.

Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs (1) :		
Instruments conditionnels achetés	37 896	50 604
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	551 759	439 696
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	197	171
Valeur nette au bilan	589 852	490 471

Comptes de régularisation :		
Comptes d'encaissement et de transfert	30 678	56 427
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	7 966	
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		112
Charges constatées d'avance	2 026	966
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	1 844	1 198
Autres produits à recevoir	63 865	63 349
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	2 245	5 017
Valeur nette au bilan	108 624	127 069
Total	698 476	617 540

(1) Les montants incluent les créances rattachées.
(2) dont 865 milliers d'Euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	198 728	72 760	-67 776	-2 641		201 071
Sur opérations sur titres	763	386	-460			689
Sur valeurs immobilisées	26 943	452	-12 386			15 009
Sur autres actifs	5	39				44
Total	226 439	73 637	-80 622	-2 641		216 813

Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
A vue	15 446				15 446	24	15 470	22 681
A terme				21 996	21 996		21 996	
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	15 446			21 996	37 442	24	37 466	22 681
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	47 653				47 653	36	47 689	59 062
Comptes et avances à terme	1 623 595	3 134 778	3 624 018	3 692 121	12 074 512	5 904	12 080 416	12 291 526
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	1 671 248	3 134 778	3 624 018	3 692 121	12 122 165	5 940	12 128 105	12 350 588
Total	1 686 694	3 134 778	3 624 018	3 714 117	12 159 607	5 964	12 165 571	12 373 269

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale (Cf. Cadre Juridique et Financier).

Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.

11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 839 393				4 839 393	856	4 840 249	4 346 900
Comptes d'épargne à régime spécial :	57 621				57 621		57 621	53 378
A vue	57 621				57 621		57 621	53 378
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	642 968	220 337	618 516	3 808	1 485 629	8 039	1 493 668	1 643 028
A vue	24 847				24 847		24 847	25 025

A terme	618 121	220 337	618 516	3 808	1 460 782	8 039	1 468 821	1 618 003
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	5 539 982	220 337	618 516	3 808	6 382 643	8 895	6 391 538	6 043 306

11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Particuliers	2 748 343	2 661 074
Agriculteurs	138 506	123 951
Autres professionnels	442 361	428 226
Clientèle financière	174 832	127 361
Entreprises	2 656 815	2 471 300
Collectivités publiques	740	1 173
Autres agents économiques	221 046	215 360
Total en principal	6 382 643	6 028 445
Dettes rattachées	8 895	14 861
Valeur au bilan	6 391 538	6 043 306

Note 12. – Dettes représentées par un titre.

12.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse		155	300		455		455	670
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)								1 032
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan		155	300		455		455	1 702

Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs (1) :		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	31	28
Comptes de règlement et de négociation	19	98
Créditeurs divers	406 585	285 169
Versements restant à effectuer sur titres	6 285	3 954
Valeur au bilan	412 920	289 249
Comptes de régularisation :		
Comptes d'encaissement et de transfert	28 239	18 733
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	633	10 038
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		187
Produits constatés d'avance	78 018	66 762
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	4 903	5 168
Autres charges à payer	94 407	90 411
Autres comptes de régularisation	6 500	3 767
Valeur au bilan	212 700	195 066
Total	625 620	484 315
(1) Les montants incluent les dettes rattachées.		

Note 14. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2017	Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	2 173			-34		2 139
Provisions pour autres engagements sociaux	2 558	195	-96			2 657

Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature (1)	6 380	6 371		-4 190	8 561
Provisions pour autres litiges	7 396	4 848	-294	-1 973	9 977
Provision pour risques pays					
Provisions pour risques de crédit (3)	150 432	499 376		-512 183	137 625
Provisions pour restructurations					
Provisions pour impôts					
Provisions sur participations (4)					
Provisions pour risques opérationnels (5)	26 808	830	-1 644	-10 962	15 032
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (6)	21 683	14		-6 374	15 323
Autres provisions (7)	11 859	7 755	-4 641	-2 828	12 095
Valeur au bilan	229 289	519 389	-6 675	-538 544	203 459

(1) Risques pour engagements par signature : Ces provisions sont constituées en couverture de risques d'exécution d'engagements de financement donnés, d'engagements de garantie donnés (ex : cautions données à CAFS, avais,...) ou de risques sur autres engagements du hors-bilan.

(2) Provisions pour litiges fiscaux : Il s'agissait principalement d'une provision constituée dans le cadre d'un litige dénoué opposant la Caisse régionale à l'administration des douanes.

(3) Provisions pour risques de crédit : Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles Bâle II. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a affiné au second trimestre 2017 les paramètres servant de base au calcul des provisions collectives et sectorielles, notamment les notations, les probabilités de défaut et les pertes en cas de défaut liés aux encours des contreparties sensibles et leurs engagements de crédits. L'application de ces paramètres a eu une incidence sur le montant des provisions collectives et sectorielles.

Le Crédit Agricole des Savoie a provisionné 109 M€ au titre de risques spécifiques sectoriels tels que :

– Secteur immobilier locatif : 19,6 M€ répondant à 3 natures de risques (location d'appartements en stations de montagne, locatif frontalier et prêts en devises, locatif défiscalisant).

– Secteur bâtiment et travaux publics : 8,1 M€

– Secteur cafés, hôtels, restaurants : 16,6 M€

– Secteur agricole : 3,4 M€ visant à couvrir la filière du lait (risque de surproduction de fromage, de chute des cours du lait) et la filière viticole (risque de surproduction et de positionnement stratégique)

– Secteur de la montagne : une provision de 24,7 M€ vise à couvrir des risques liés à l'activité touristique spécifique à nos départements. Un suivi des indicateurs de risque auxquels est sensible notre clientèle de commerçants, professionnels et remontées mécaniques a été mis en place.

– Secteur de l'industrie : 16,3 M€

– Secteur frontalier : 20,3 M€

Le Crédit Agricole des Savoie a provisionné 28,6 M€ au titre du risque collectif crédits.

(4) Provisions sur participations :

Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participation.

(5) Provisions pour risques opérationnels : Ces provisions sont destinées à couvrir les risques d'insuffisance dans la conception et la mise en œuvre des procédures internes relatives à l'ensemble des opérations de l'établissement, notamment celles portant sur le système d'information.

(6) Provisions pour épargne-logement : Voir note 15 ci-après

(7) Autres provisions : Il s'agit des provisions pour risques et charges qui sont principalement constituées dans le cadre des dépôts à terme à taux progressif.

Note 15. – Epargne logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'Épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	358 627	1 221 062
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 034 714	695 881
Ancienneté de plus de 10 ans	1 286 396	601 024
Total plans d'Épargne-logement	2 679 737	2 517 967
Total comptes Épargne-logement	298 899	300 062
Total encours collectes au titre des contrats Épargne-logement	2 978 635	2 818 029

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'Épargne-logement	3 325	4 945
Comptes Épargne-logement	21 096	29 527
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats Épargne-logement	24 421	34 472

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'Épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	432	8 743
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	8 485	3 797
Ancienneté de plus de 10 ans	6 392	9 143
Total plans d'Épargne-logement	15 309	21 683
Total comptes Épargne-logement	14	0
Total provision au titre des contrats Épargne-logement	15 323	21 683

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Dotations	Reprises	31/12/2017
Plans d'Épargne-logement	21 683		6 374	15 309
Comptes Épargne-logement	0	14		14
Total provision au titre des contrats Épargne-logement	21 683	14	6 374	15 323

Note 16. – Engagements sociaux.

Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies :

— Définitions : Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N-1	42 048	37 450
Coût des services rendus sur l'exercice	2 869	2 415
Coût financier	549	721
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-21	-144
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-2 264	-1 425
(Gains) / pertes actuariels	470	3 031
Dette actuarielle au 31/12/N	43 651	42 048

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Coût des services rendus	2 869	2 415
Coût financier	549	721
Rendement attendu des actifs	-450	-657
Coût des services passés	0	0
(Gains) / pertes actuariels net	479	258
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	3 447	2 737

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	33 846	31 982
Rendement attendu des actifs	450	657
Gains / (pertes) actuariels	118	5
Cotisations payées par l'employeur	3 481	2 771

Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-21	-144
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-2 264	-1 425
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N	35 610	33 846

— Composition des actifs des régimes :

Information sur les actifs des régimes	31/12/2017	31/12/2016
Composition des actifs :		
% D'obligations	83,40%	84,10%
% D'actions	9,40%	9,60%
% Autres actifs	7,20%	6,30%

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles	31/12/2017	31/12/2016
Taux d'actualisation (1)	0,91% à 1,38%	0,89% à 1,37%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	0,89% à 1,37%	1,04% à 2,05%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,58%	1,58%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	1,75%	2,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	NA	NA
Autres (à détailler)	NA	NA

(1) les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.
(2) suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N	-43 651	-42 048
(Gains) et pertes actuariels restant à étaler	5 903	6 030
Juste valeur des actifs fin de période	35 610	33 845
Position nette (passif) / actifs au 31/12/N	-2 138	-2 173

Rendement des actifs des régimes. — Dans le cadre de prestations définies, les engagements sociaux sont estimés conformément au principe retenu par le Groupe Crédit Agricole, aux taux suivants :

- Rendement des actifs des régimes :
 - IFC : 1,50 %
 - Retraite : 1,50 %
- Taux d'actualisation des régimes retenu :
 - IFC : 1,37 %
 - Retraite : 1,37 %

Note 17. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Propre assureur	2 000	2 000
Risques stratégiques	3 409	3 409
Risques climatiques	5 000	5 000
Risques financiers	92 041	78 393
Risques participations	18 287	7 864
Risques crédits	59 769	59 769
Risques impôt	409	0
Fonds pour risques bancaires généraux	180 915	156 435

Note 18. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme :		20 500	10 000		30 500	119	30 619	64 254
Euro		20 500	10 000		30 500	119	30 619	64 254
Autres devises de l'Union Europ.								

Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				237 370	237 370	3 795	241 165	204 652
Dépôts de Garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan	20 500	10 000	237 370	267 870	3 914	271 784	268 906	
(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.								

Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 6 485 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 6 909 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

Note 19. – Variation des capitaux propres (avant répartition).

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecart de conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2015	187 968	1 083 604	368 166	131 072			135 228	1 906 038
Dividendes versés au titre de N-2							-12 664	-12 664
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		91 922	30 641				-122 564	-1
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							137 711	137 711
Autres variations								
Solde au 31/12/2016	187 968	1 175 526	398 807	131 072			137 711	2 031 084
Dividendes versés au titre de N-1							-13 275	-13 275
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		93 327	31 109				-124 436	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							138 224	138 224
Autres variations								
Solde au 31/12/2017	187 968	1 268 853	429 916	131 072			138 224	2 156 033

Commentaires :

Le capital souscrit est totalement libéré.

— Primes, autres réserves et report à nouveau :

– Dont 105 027 milliers d'Euros de primes d'émission, dont 90 milliers d'Euros de primes de fusion.

– Dont 18 741 milliers d'Euros d'affectation des écarts d'évaluation.

Note 20. – Composition des fonds propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres	2 156 032	2 031 084
Fonds pour risques bancaires généraux	180 915	156 435
Dettes subordonnées et titres participatifs	271 784	268 906
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	2 608 731	2 456 425

Note 21. – Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit :	310 047	305 400
CAF	19 503	30 219
Caisses Locales	0	0
Adret Gestion	0	0
CADS Développement	18 070	6 508
Société de Titrisation (STT)	272 474	268 673
Dettes :	257 384	248 317
CAF	0	0
Caisses Locales	251 712	242 242
Adret Gestion	0	0
CADS Développement	1 668	1 164
Société de Titrisation (STT)	4 004	4 911
Engagements donnés :	382 085	467 460
CAF	363 320	448 086
Caisses Locales	0	0
Adret Gestion	0	0
Cads Développement	0	0
SETAM	12 000	12 000
Swiss Home Loan	6 765	7 374
Société de Titrisation (STT)	0	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charges :	4 372	5 013
CAF	8	16
Caisses Locales	4 364	4 997
Adret Gestion	0	0
CADS Développement	0	0
Société de Titrisation (STT)	0	0
SETAM	0	0
Produits :	33 112	44 561
CAF	8 084	7 118
Caisses Locales	376	487
Adret Gestion	11 546	26 869
CADS Développement	4 424	18
SETAM	1 580	1 468
Société de Titrisation (STT)	7 102	8 601

Note 22. – Opérations effectuées en devises.

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	17 540 421	17 439 739	16 609 784	16 565 705
Autres devises de l'Union Europ	1 535	908	1 645	1 065
Franc Suisse	4 471 904	4 306 939	4 982 839	4 780 489
Dollar	14 239	13 505	14 524	13 885
Yen	2 451	2 405	2 884	2 845

Autres devises	701	407	786	528
Valeur brute	22 031 251	21 763 903	21 612 462	21 364 517
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	180 936	231 471	202 284	223 789
Dépréciations	-216 813		-226 440	
Total	21 995 374	21 995 374	21 588 306	21 588 306

Les principales opérations en devise portent sur le financement des crédits en francs suisses distribués auprès de la clientèle suisse et frontalière pour 4,5 M€. Ces crédits sont financés par des avances en devises consenties par Crédit Agricole SA et figurant au passif du bilan pour 4,3 M€. La baisse des encours par rapport au 31/12/2016 est liée à l'impact du taux de conversion des devises à la clôture

Note 23. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant :				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme :	481 936	462 222	532 254	551 529
Devises	58 099	402 769	62 434	490 469
Euros	423 837	59 453	469 820	61 060
Prêts et emprunts en devises	17 091	334	27 936	
Total	499 027	462 556	560 190	551 529

Note 24. – Opérations sur instruments financiers à terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	2 169 177		2 169 177	1 986 905
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	2 169 177		2 169 177	1 986 905
Swaps de taux d'intérêt	2 169 177		2 169 177	1 986 905
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles	1 011 866	111 314	1 123 180	1 284 565
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme :				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré	1 011 866	111 314	1 123 180	1 284 565
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				

Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés	987 325		987 325	1 170 203
Vendus	24 541		24 541	
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		55 657	55 657	57 181
Vendus		55 657	55 657	57 181
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	3 181 043	111 314	3 292 357	3 271 470
(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).				

24.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2017			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	111 314			111 314					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	213 170	459 270	1 496 737	213 170	459 270	1 496 737			
Caps, floors, collars	1 725	27 486	982 655	1 725	27 486	982 655			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	326 209	486 756	2 479 392	326 209	486 756	2 479 392			
Swaps de devises	15 328	18 085	294 189	15 328	18 085	294 189			
Opérations de change à terme	258 107	276 968	81 481	258 107	276 968	81 481			
Sous total	273 435	295 053	375 670	273 435	295 053	375 670			
Total	599 644	781 809	2 855 062	599 644	781 809	2 855 062			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2016			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	114 362			114 362					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	128 026	442 103	1 416 776	128 026	442 103	1 416 776			
Caps, floors, collars	931	39 738	1 129 534	931	39 738	1 129 534			

Forward taux								
Opérations fermes sur actions et indices								
Opérations conditionnelles sur actions et indices								
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux								
Dérivés de crédit								
Sous total	243 319	481 841	2 546 310	243 319	481 841	2 546 310		
Swaps de devises	16 139	35 098	331 598	16 139	35 098	331 598		
Opérations de change à terme	285 125	318 527	97 297	285 125	318 527	97 297		
Sous total	301 264	353 625	428 895	301 264	353 625	428 895		
Total	544 583	835 466	2 975 205	544 583	835 466	2 975 205		

24.2. Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2017	Juste Valeur Négative au 31/12/2017	Encours Notionnel au 31/12/2017	Juste Valeur Positive au 31/12/2016	Juste Valeur Négative au 31/12/2016	Encours Notionnel au 31/12/2016
Futures						
Options de change		31	111 314		28	114 362
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	10 036	80 782	2 169 177	13 970	115 602	1 986 905
Caps, floors, collars	7 009	655	1 011 866	10 569		1 170 203
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	17 045	81 468	3 292 357	24 539	115 630	3 271 470
Swaps de devises	13 710	5 277	327 602	3 443	12 698	382 835
Opérations de change à terme	13 403	4 044	616 556	3 728	17 431	700 949
Sous total	27 113	9 321	944 158	7 171	30 129	1 083 784
Total	44 158	90 789	4 236 515	31 710	145 759	4 355 254

24.3. Information sur les Swaps :

— Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux		1 339 177	851 996	
Contrats assimilés (1)				
(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.				

Transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille. — Néant.

Note 25. — Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.

— La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

— une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.

— les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.

— des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

— Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur de marche	Risque de crédit potentiel	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés				
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	10 573	17 070	13 938	20 930
Risques sur les autres contreparties	981	1 649	3 830	1 561
Total avant effet des accords de compensation	11 554	18 718	17 768	22 490
Dont risques sur contrats de :				
Taux d'intérêt, change et matières premières	11 554	18 718	17 768	22 490
Dérivés actions et sur indices				
Total avant effet des accords de compensation	11 554	18 718	17 768	22 490
Incidences des accords de compensation				
Total après effet des accords de compensation et de collatéralisation	11 554	18 718	17 768	22 490
(*) Calculé selon les normes prudentielles Bâle 2.				

Les risques de contrepartie incluent le risque de change, soit 5 785 milliers d'Euros en 2017 et 6 062 milliers d'Euros en 2016.

Note 26. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement	1 806 894	1 592 139
Engagements en faveur d'établissements de crédit	223 104	54 620
Engagements en faveur de la clientèle	1 583 790	1 537 519
Ouverture de crédits confirmés	700 900	730 521
Ouverture de crédits documentaires	1 834	1 961
Autres ouvertures de crédits confirmés	699 066	728 560
Autres engagements en faveur de la clientèle	882 890	806 998
Engagements de garantie	1 321 836	1 345 595
Engagements d'ordre d'établissement de crédit (1)	223 566	223 717
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	494	38
Autres garanties	223 072	223 679
Engagements d'ordre de la clientèle	1 098 270	1 121 878
Cautions immobilières	412 676	366 066
Autres garanties d'ordre de la clientèle	685 594	755 812
Engagements sur titres	639	457
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	639	457
Engagements reçus :		
Engagements de financement	69 687	80 414
Engagements reçus d'établissements de crédit	69 687	80 414
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	5 265 410	4 819 392
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 707 171	1 504 113
Engagements reçus de la clientèle	3 558 239	3 315 279
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	564 108	426 132
Autres garanties reçues	2 994 131	2 889 147
Engagements sur titres	639	457
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	639	457
(1) Dont 216 305 milliers d'Euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1 ^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2016 pour 223 679 milliers d'Euros.		

Note 27. – Actifs donnés et reçus en garantie.

Créances apportées en garantie : Au cours de l'année 2017, le Crédit Agricole des Savoie a apporté 4 965 139 milliers d'Euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 028 128 milliers d'Euros en 2016. Le Crédit Agricole des Savoie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Banque de France TRICP	1 945 696	1 757 961
Société de Financement de l'Economie Française	0	0
Crédit Agricole Home Loan SFH	1 799 277	1 557 750
Caisse de Refinancement Hypothécaire	1 039 615	1 306 207
Fonds Commun de Titrisation EVERGREEN HL1	0	122 416
Banque Européenne d'Investissement et Caisse Dépôts et Consignations	180 550	283 794
Total des créances apportées en garantie	4 965 139	5 028 128

— En particulier, le Crédit Agricole des Savoie a apporté :

- 1 945 696 milliers d'Euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 757 961 milliers d'Euros en 2016;
- 1 039 615 milliers d'Euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 1 306 207 milliers d'Euros en 2016;
- 1 979 827 milliers d'Euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 963 960 milliers d'Euros en 2016.

Note 28. – Engagements donnés aux entreprises liées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés:	365 990	448 086
Engagements de financement	0	0
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	0	0
Ouverture de crédits confirmés	0	0
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie:	365 990	448 086
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
Engagements d'ordre de la clientèle	365 990	448 086
Cautions immobilières	365 990	448 086
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres	0	0
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner		

Une convention de garantie sous forme de cautionnement solidaire engage la Caisse régionale des Savoie sur les dossiers de crédits réalisés par Crédit Agricole Next Bank (Suisse) S.A. destinés à financer un bien en France. A ce titre, un engagement donné a été comptabilisé dans la Caisse régionale pour un montant de 448 086 milliers d'Euros.

Note 29. – Opérations de désendettement de fait et de titrisation.

29.1. Désendettement de fait. — Néant.

29.2. Titrisation. — En 2017, le Crédit Agricole des Savoie a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2017, titrisation décrite au niveau de la note 1.3 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

En 2015, le Crédit Agricole des Savoie avait déjà réalisé une opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2016). Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, le Crédit Agricole des Savoie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 262 millions d'Euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2015. Elle a souscrit des obligations seniors pour 228 millions d'Euros et des titres subordonnés pour 37 millions d'Euros. Une période de 5 ans de rechargements mensuels des créances est prévue pour compenser au mieux l'amortissement du portefeuille de crédits habitat.

Note 30. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	6 181	5 956
Sur opérations internes au Crédit Agricole	68 057	78 173
Sur opérations avec la clientèle	336 425	369 479
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	15 152	15 321
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre	38	43
Autres intérêts et produits assimilés	11 728	95
Intérêts et produits assimilés	437 581	469 067

Sur opérations avec les établissements de crédit	-5 458	-5 430
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-189 225	-147 286
Sur opérations avec la clientèle	-68 401	-92 217
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-693	-1 793
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre	-4	-47
Autres intérêts et charges assimilées	-332	-4 736
Intérêts et charges assimilées	-264 113	-251 509
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	173 468	217 558

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 31. – Revenus des titres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	48 168	30 812
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	437	455
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	48 605	31 267
(1) Des dividendes de SAS Rue La Boétie à hauteur de 20 781 milliers d'Euros ont été versés en 2017 contre 19 259 milliers d'Euros en 2016.		

Note 32. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	284	-38	246	396	-34	362
Sur opérations internes au Crédit Agricole	16 832	-21 245	-4 413	19 728	-19 790	-62
Sur opérations avec la clientèle	62 553	-1 006	61 547	60 980	-857	60 123
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	517		517	609		609
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	156 208	-17 710	138 498	157 468	-15 460	142 008
Provision pour risques sur commissions	1 982	-935	1 047	1 076	-844	232
Total produit net des commissions	238 376	-40 934	197 442	240 257	-36 985	203 272
(1) Dont prestations assurance-vie : 24 516 milliers d'Euros.						

Note 33. – Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	11 174	12 501
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme		
Gains ou pertes des Opérations sur portefeuilles de négociations	11 174	12 501

Note 34. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement :		
Dotations aux dépréciations	-385	-191
Reprises de dépréciations	461	559
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations :	76	368
Plus-values de cession réalisées	17 978	29 020
Moins-values de cession réalisées	-213	-2 157
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	17 765	26 863
Solde des opérations sur titres de placement	17 841	27 231
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		

Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Gains ou pertes sur Opérations des portefeuilles de placement et assimilés	17 841	27 231

Note 35. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits divers	7 381	8 723
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions	30	182
Autres produits d'exploitation bancaire	7 411	8 905
Charges diverses	-701	-721
Quote part des opérations faites en commun	-754	-711
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-165	-1 547
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 620	-2 979
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	5 791	5 926

Note 36. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel :		
Salaires et traitements	-83 854	-81 411
Charges sociales	-39 477	-38 895
Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-9 986	-9 597
Intéressement et participation	-15 481	-16 525
Impôts et taxes sur rémunérations	-15 917	-16 343
Total des charges de personnel	-154 729	-153 174
Refacturation et transferts de charges de personnel	7 065	5 914
Frais de personnel nets	-147 664	-147 260
Frais administratifs :		
Impôts et taxes (3)	-7 297	-13 595
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) (2) (3)	-94 302	-78 850
Total des charges administratives	-101 599	-92 445
Refacturation et transferts de charges administratives	1 811	1 383
Frais administratifs nets	-99 788	-91 062
Charges générales d'exploitation	-247 452	-238 322

(1) L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans la note 46

(2) dont 1,8 millions d'Euros au titre du fonds de résolution unique

(3) Les contributions bancaires (5,3 M€ en 2017 contre 6,0M€ en 2016) ont fait l'objet d'un reclassement en 2017 du poste « Impôts et taxes » vers le poste « Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires ».

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Au titre de l'exercice écoulé, un montant de 4 210 milliers d'Euros a été accordé au Crédit Agricole des Savoie au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Il a été utilisé à hauteur de 2 027 milliers d'Euros pour des embauches de CDI et de personnes en contrat en alternance. Il est à noter que ces embauches représentent une année pleine.

Le montant des crédits restant à employer est de 2 183 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

— Effectif moyen du personnel par catégorie d'activité :

Catégories de personnel	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	532	507
Non cadres	1 830	1 786
Total de l'effectif moyen	2 362	2 293
Dont :		
France	2 362	2 293
Etranger		
Dont :		
Personnel mis à disposition	3	4

Rémunérations des dirigeants : Par principaux dirigeants, le Crédit Agricole des Savoie comprend l'ensemble des membres du comité de direction, à savoir le Directeur général, les deux Directeurs généraux adjoints, les 13 directeurs ainsi que les 23 membres du Conseil d'Administration.

— Les rémunérations et avantages versés aux membres du comité de direction en 2017 s'établissent comme suit :

– Avantages à court terme : 4 274 milliers d'Euros comprenant les rémunérations fixes et variables y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature,

– Avantages postérieurs à l'emploi : 2 297 milliers d'Euros au titre des indemnités de fin de carrière et du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadres dirigeants du Groupe,

– Autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif,

– Indemnités de fin de contrat de travail : non significatif.

Les membres du Conseil d'Administration ont perçu en 2017, au titre d'indemnités de temps passé, la somme de 280 milliers d'Euros.

Note 37. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions et dépréciations :	-577 701	-66 798
Dépréciations de créances douteuses	-67 436	-47 209
Autres provisions et dépréciations (5)	-510 265	-19 589
Reprises de provisions et dépréciations :	580 857	89 588
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	62 514	58 627
Autres reprises de provisions et dépréciations (2) (5)	518 343	30 961
Variation des provisions et dépréciations :	3 156	22 790
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-1 906	-1 799
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-17 312	-14 133
Décote sur prêts restructurés	-198	-401
Récupérations sur créances amorties	1 547	1 049
Autres pertes		
Autres produits		
Cout du risque	-14 713	7 506
<p>(1) dont utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses compromises : 14 982 milliers d'Euros Dont utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromises : 2 047 milliers d'Euros (2) Dont 283 milliers d'Euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif (3) Dont 364 milliers d'Euros sur les créances douteuses compromises (4) Dont 14 982 milliers d'Euros sur les créances douteuses compromises (5) L'activation de la comptabilisation automatique des dotations et reprises sur provisions non affectées (projet GERICO) a engendré des flux techniques de dotations et de reprises sur la provision collective</p>		

Note 38. – Résultat net sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-452	-275
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-452	-275
Reprises de dépréciations	12 386	1 409
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	12 386	1 409
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	11 934	1 134
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	11 934	1 134
Plus-values de cessions réalisées	206	5
Sur titres d'investissement	127	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	79	5
Moins-values de cessions réalisées	-2 213	
Sur titres d'investissement	-442	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 771	
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	-2 007	5
Sur titres d'investissement	-315	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 692	5
Solde en perte ou en bénéfice	9 927	1 139
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	816	285
Moins-values de cessions	-3	-162

Solde en perte ou en bénéfice	813	123
Résultat net sur actifs immobilisés	10 740	1 262

Note 39. – Charges et produits exceptionnels.

Aucun produit ou charge exceptionnel n'a été enregistré au cours de l'exercice 2017.

Note 40. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat avant impôt	188 138	253 805
Assiette de l'impôt au taux de droit commun	87 428	196 730
Assiette de l'impôt à 15%	1 186	258
Assiette de l'impôt à 19%	0	0
Impôt sur les sociétés	-25 433	-63 687
Dotations et reprise de FRBG	-24 481	-52 407
Résultat net	138 224	137 710

Commentaires :

La charge fiscale imputée au résultat de l'exercice 2017 s'élève à 25 433 milliers d'Euros. Tandis que les acomptes versés au cours de l'exercice s'établissent à 64 521 milliers d'Euros.

Intégration fiscale :

—Le Crédit Agricole des Savoie est intégré fiscalement :

– avec ses filiales CADS Immobilier, Cahs Invest et Foncière

– avec Crédit Agricole SA, ce qui a généré une économie d'impôt dans les comptes de la Caisse régionale de 688 milliers d'Euros en 2017.

Note 41. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

Par convention, l'activité, comme chacun des agrégats du compte de résultat du Crédit Agricole des Savoie, comme ceux des autres Caisses régionales, relève de la banque de proximité en France dans leur totalité.

Note 42. – Exemption d'établir des comptes consolidés.

Néant.

Note 43. – Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

Néant.

Note 44. – Affectation des résultats.

Affectation des résultats	31/12/2017
Bénéfice de l'exercice	138 224 465
Report à nouveau débiteur	0
Résultat à affecter	138 224 465
Intérêts aux parts sociales	3 806 339
Rémunération des C.C.A	10 361 718
Affectation à la réserve légale	93 042 306
Autres réserves facultatives	31 014 102

Note 45. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.

Le Crédit Agricole des Savoie ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 46. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.

— Collège des Commissaires aux Comptes du Crédit Agricole des Savoie :

(En milliers d'Euros hors taxes)	Ernst & Young	%	SR Audit	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	123K€	94%	123K€	99%
Services autres que la certification des comptes	8K€	6%	1K€	1%
Total	131K€		124K€	

(*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes. Le montant total des honoraires de Ernst et Young et autres figurant au compte de résultat individuel de l'exercice s'élève à 123 milliers d'Euros et porte exclusivement sur la mission de certification des comptes de la caisse régionale de Crédit Agricole mutuel des Savoie.

Note 47. – Attestation des commissaires aux comptes et publicité.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au Siège social de la société, PAE Les Glaisins – 4, Avenue du Pré Félin – Annecy le Vieux – 74985 Annecy Cedex 9, ainsi que sur le site internet : www.ca-des-savoie.fr

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Aux Sociétaires de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - points clés de l'audit : En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations des crédits sur une base individuelle :

— Risque identifié : Du fait de son activité, la caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans les annexes aux comptes annuels (notes 2.1 et 4.1), les créances faisant l'objet de pertes prévisibles au titre du risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre établissement est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de l'importance relative de ces dépréciations dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées en note 4.1 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élèvent à M€201.

— Notre réponse : Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

— Nous avons en particulier :

— mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte alimentation en comptabilité ;

— testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la caisse régionale relatifs à ces procédures ;

— analysé le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit présentant un risque avéré ;

— effectué un examen analytique de la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

Provisions sur une base collective :

— Risque identifié : Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (notes 2.1 et 14), la caisse régionale constitue des provisions sur une base collective sur des encours non dépréciés sur une base individuelle, pour un montant de M€ 28,6 au 31 décembre 2017.

Ces provisions sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit sur la base de séries statistiques et historiques des défaillances de la clientèle du groupe Crédit Agricole.

— Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison :

— de l'importance des hypothèses retenues dans les modèles de notation et dans les scénarios de dégradation de ces notations ;

— de l'évolution du moteur de calcul des provisions sur une base collective de la banque de détail dont les paramètres ont été enrichis au cours de l'exercice 2017.

— Notre réponse. — Nos travaux ont consisté à :

— effectuer une analyse des évolutions du modèle de notation et identifier les contrôles réalisés que nous considérons pertinents sur la qualité des données utilisées et produites par le modèle et la traçabilité des anomalies.

Compte tenu de l'organisation qui prévaut au sein du groupe Crédit Agricole, nous nous sommes fait assister par les commissaires aux comptes de l'organe central pour la mise en œuvre des travaux définis ci-dessus.

Nous avons pris connaissance de leurs travaux et nous sommes assurés que ces derniers étaient appropriés ;

— tester le correct déversement des données servant de base au calcul des provisions collectives et de la correcte imputation des notations dans les outils alimentant la comptabilité ;

— procéder à un examen analytique de l'évolution des encours et des provisions par notation.

Provisions sur une base sectorielle :

— Risque identifié : La caisse régionale constitue des provisions sur une base sectorielle sur des encours non dépréciés sur une base individuelle. Ces provisions sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit sur la base de séries statistiques et historiques des défaillances de la clientèle du groupe Crédit Agricole, tel que décrit dans les notes 2.1. et 14 de l'annexe aux comptes annuels. Ces provisions s'élèvent à M€ 109 au 31 décembre 2017.

S'agissant de la détermination des provisions sur une base sectorielle, la direction de votre établissement est conduite à formuler des hypothèses de dégradation de la notation des contreparties.

— Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison :

— de l'importance des hypothèses retenues dans les modèles de notation et dans les scénarios de dégradation de ces notations servant de base au calcul des provisions sur une base sectorielle ;

— de l'évolution du moteur de calcul des provisions sur une base collective de la banque de détail dont les paramètres ont été enrichis au cours de l'exercice 2017.

— Notre réponse. — Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance de la documentation fournie par la caisse régionale sur la justification du choix des secteurs retenus et des procédures appliquées par la caisse régionale pour la détermination de ces provisions ;
- effectuer une analyse des évolutions du modèle de notation et identifier les contrôles réalisés que nous considérons pertinents sur la qualité des données utilisées et produites par le modèle et la traçabilité des anomalies.

Compte tenu de l'organisation qui prévaut au sein du groupe Crédit Agricole, nous nous sommes fait assister par les commissaires aux comptes de l'organe central pour la mise en œuvre des travaux définis ci-dessus.

Nous avons pris connaissance de leurs travaux et nous sommes assurés que ces derniers étaient appropriés ;

- examiner le processus de sélection des encours servant de base au calcul des provisions sectorielles ;
- procéder à un examen analytique de l'évolution des encours et des provisions par secteur.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux sociétaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires. — Désignation des commissaires aux comptes :

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie par votre assemblée générale du 26 mars 2006 pour le cabinet SR Audit et du 29 mars 2012 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet SR Audit était dans la douzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la sixième année.

Précédemment, le cabinet ERNST & YOUNG Audit, membre du réseau EY, a exercé les fonctions de commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie de 1994 à 2005.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit : Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE)

n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

La Motte-Servolex et Toulouse, le 9 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes :

SR Audit
Nicolas Picard

Ernst & Young et Autre
Frank Astoux

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2017.

Arrêtés par le Conseil d'administration du CRÉDIT AGRICOLE DES SAVOIE en date du 26 janvier 2018 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 29 mars 2018

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

I. — Cadre général.

Présentation juridique de l'entité.

Le Crédit Agricole des Savoie est une société à capital et personnel variables, enregistrée au registre du commerce et des sociétés du tribunal de commerce d'Annecy (France) sous le n° 302 958 491 et le code APE 651D.

Son siège social est établi au 4 Avenue du Pré Félin, PAE les Glaisins, 74940 Annecy-le-Vieux.

De par la loi bancaire, le Crédit Agricole des Savoie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Il est soumis à la réglementation bancaire et est régi par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées au Crédit Agricole des Savoie, 64 Caisses locales qui constituent des entités distinctes avec une vie juridique propre. Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse régionale, des 64 Caisses locales, de trois de ses filiales (Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA, CADS Développement, SETAM), du fonds dédié Adret Gestion ainsi que trois sociétés techniques de titrisation.

Organigramme simplifié du Crédit Agricole.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste. — L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 9,7 millions de sociétaires qui élisent quelques 30 902 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

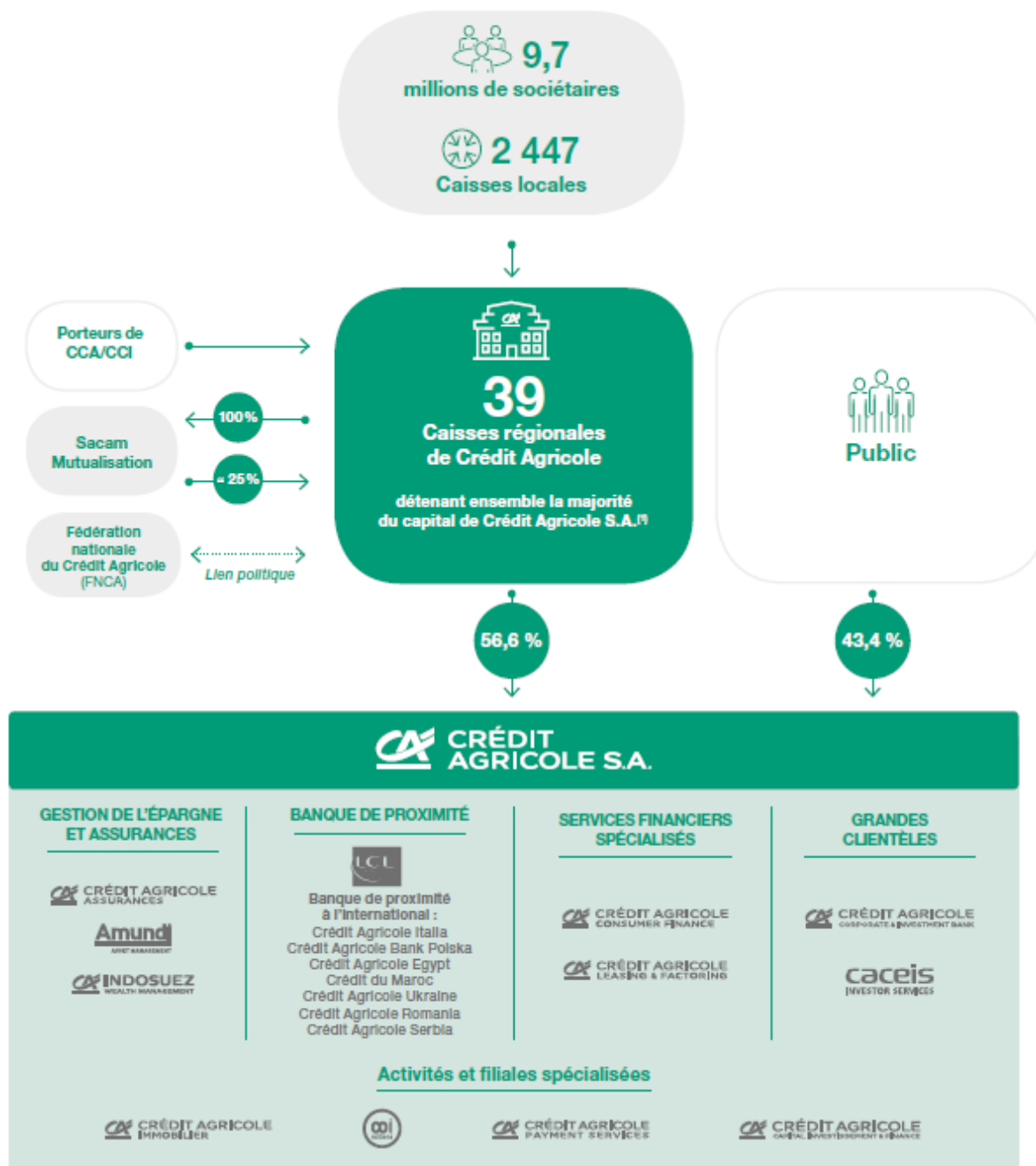
La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

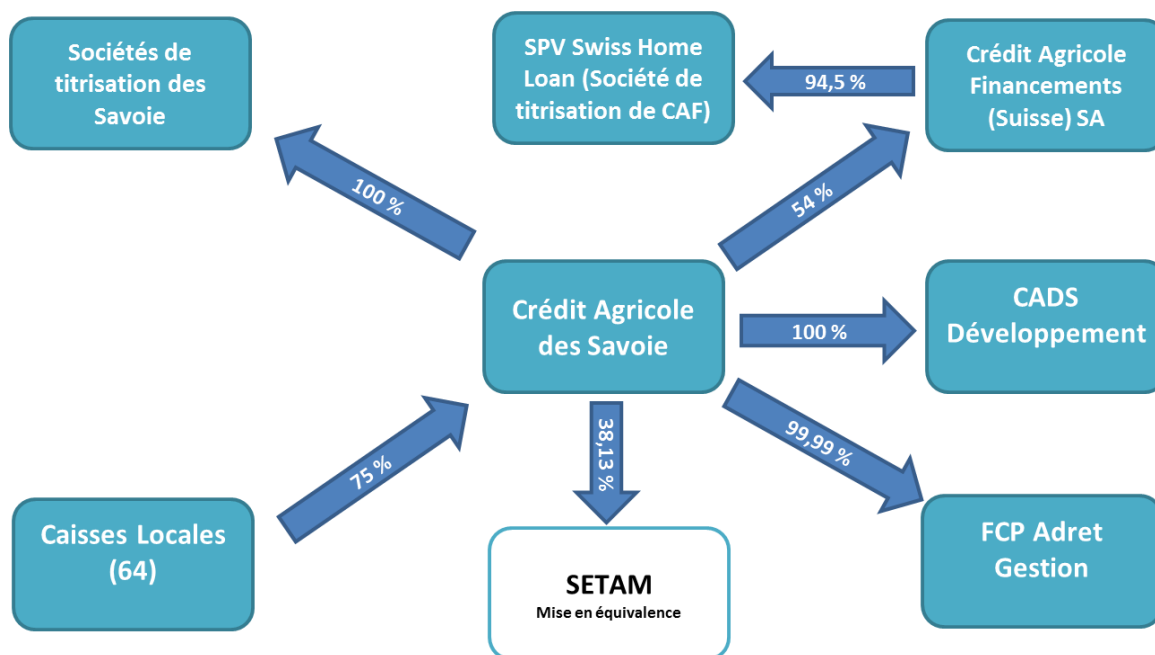
Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(1) via SAS Rue de la Boétie. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.



Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes. — Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— **Comptes ordinaires des Caisses régionales** : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires » et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— **Comptes d'épargne à régime spécial** : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— **Comptes et avances à terme** : Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

— **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales** : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— **Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.** : Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

— **Opérations en devises** : Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

— **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.** : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

— Couverture des risques de liquidité et de solvabilité : Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Par ailleurs, le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de Résolution Unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L.613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de Résolution Unique, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

— Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch) : Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant des garanties accordées par les Caisses régionales ;
- Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS

4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque,

conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Équivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurance. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Informations relatives aux parties liées. — Le capital du Crédit Agricole des Savoie est détenu à hauteur de 141 millions d'euros par les 64 Caisses locales qui lui sont affiliées, et à hauteur de 47 millions d'euros par Sacam Mutualisation sous forme de Certificats Coopératifs d'Associés (Cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole").

Le Conseil d'Administration, constitué de 22 membres, ainsi que le comité de direction, comprenant 16 membres, représentent les principaux dirigeants du Crédit Agricole des Savoie.

— Caisse régionale et Caisses locales : La Caisse régionale détient au passif de son bilan des bons à moyen terme négociables et dépôts à vue des Caisses locales à hauteur de 238 millions d'euros qu'elle rémunère.

Le cumul des comptes de résultat de l'exercice 2017 des 64 Caisses locales fait apparaître un résultat net social de 5,9 millions d'euros, après l'encaissement de 3,0 millions d'euros d'intérêts sur les parts sociales détenues en Caisse régionale et de 3,8M€ d'intérêts des BMTN. La contribution des Caisses locales au résultat consolidé du Crédit Agricole des Savoie est de 2,9 millions d'euros.

— Caisse régionale et Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB), société de droit suisse : Cette structure, créée fin 2000, initialement spécialisée dans le financement des ménages, a diversifié son offre pour devenir une véritable banque de détail (crédit, collecte, moyens de paiement). Elle est détenue à hauteur de 54 % par la Caisse régionale. Anciennement nommée « Crédit Agricole Financements (Suisse) SA (CAF) », l'entité a changé de nom courant 2017 pour devenir « Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB) »

Le total du bilan social de cette entité représente 4 384 millions d'euros au 31 décembre 2017. A cette date les encours de crédits atteignent 4 125 millions d'euros et baissent de 7 % sur l'année du fait du taux de change. Exprimé en CHF, l'encours est en hausse de 77MCHF soit + 2%.

Dans le cadre de la sécurisation de son portefeuille de crédits, CANB demande une garantie financière d'un établissement bancaire étranger compétent lorsque le bien financé est situé hors de la Suisse. A ce titre, le Crédit Agricole des Savoie garantit pour CANB un encours de 366 millions d'euros et a perçu en 2017 une commission de 0,8 million d'euros.

CANB a également recours à des emprunts subordonnés pour renforcer ses fonds propres, dont 22 millions de CHF soit 18,8 millions d'euros ont été souscrits auprès du Crédit Agricole des Savoie.

A fin décembre 2017, la contribution de CANB au résultat consolidé du Crédit Agricole des Savoie est de 8,5 millions d'euros contre 9,5M€ en 2016.

— Caisse régionale et CADS Développement : Cette société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 16,5 millions d'euros, détenue à 100 % par le Crédit Agricole des Savoie, exerce principalement des activités de holding financière : souscription et gestion de participations financières. La Caisse régionale lui a consenti un complément d'avance de 4,6 millions d'euros en 2017 afin d'accompagner le développement dans ses prises de participation. Le total bilan aux normes IFRS au 31 décembre 2017 s'élève à 50 millions d'euros et le résultat net à 1,2 million d'euros.

— Adret Gestion est un fonds commun de placement dédié au Crédit Agricole des Savoie : Il est géré par Amundi. Il est investi très majoritairement en OPCVM du Groupe Crédit Agricole dans le cadre d'une gestion diversifiée. Il est consolidé comme une entité spécifique. Au 31 décembre 2017, le total bilan affichait 166 millions d'euros, pour un résultat de 9,4 millions d'euros.

— Caisse régionale et le Fonds Commun de Titrisation : Au 31/12/2015, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2015) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 21 octobre 2015. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 » pour un montant de 262 millions d'euros et une souscription des titres émis par le FCT pour 264,9 millions d'euros. Cette première opération a été intégralement auto-souscrite par les Caisses Régionales. Le résultat du « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 » s'est élevé à -0,3 millions d'euros au 31/12/2017 contre -0,4 millions d'euros au 31/12/2016.

Au 31/12/2017, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 23 février 2017. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 30 millions d'euros et une souscription des titres émis par le FCT pour 3,6 millions d'euros. Cette seconde opération a été placée sur le marché pour 26,4 millions d'euros. Le résultat du « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » s'est élevé à +0,1 millions d'euros au 31/12/2017.

— Caisse régionale et la Société SETAM (Société d'Exploitation des Téléphériques Tarentaise-Maurienne) : La société SETAM est constituée en société anonyme et a été créée le 27/10/1972. Elle est en charge de l'ensemble des remontées mécaniques de la station savoyarde de Val Thorens par le biais d'une concession de 30 ans allant à ce jour jusqu'au 30 novembre 2027. Les états financiers de cette filiale de la CR ayant dépassé les seuils de consolidation du groupe, la SETAM a été consolidée pour la première fois en date du 31/12/2015 dans les comptes du groupe des Savoie par mise en équivalence.

Le Groupe CADS a acquis historiquement, par lots successifs, des titres de la SETAM, dont le pourcentage d'intérêt direct et indirect s'élève à 38,13% au 31/12/2017 (inchangé par rapport au 31/12/2016). A cette date, la valeur de mise en équivalence s'établit à 42,6 millions d'euros contre 39,4 millions d'euros au 31/12/2016.

Les impacts sur les capitaux propres au 31/12/2016 sont :

- intégration de la quote-part de réserves consolidées à la clôture pour 29,5 millions d'euros.
- intégration de la quote-part de résultat consolidé à la clôture pour 4,8 millions d'euros

— Caisse régionale, Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB) et Swiss Home Loan, société de titrisation de la filiale Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB), société de droit suisse :

Au 31/12/2016, une nouvelle entité est entrée dans le périmètre de consolidation de la Caisse régionale.

Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB) a réalisé une opération de titrisation de crédit habitat hypothécaire suisse le 12 décembre 2016. Le montant de l'opération s'est élevé à 200,7 MCHF, dont 154,6 MCHF ont été placés (titres séniors) auprès d'investisseurs extérieurs. Les titres subordonnés, 46,1 MCHF ont été intégralement souscrits par Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB). Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA (CANB) possède l'intégralité du capital et conserve la gestion et les risques rattachés aux crédits.

Pour réaliser cette opération, la Caisse régionale s'est portée garante dans la limite de 7,4 M€.

— Caisse régionale et le groupe Crédit Agricole S.A : La Caisse régionale détient 2,16 % de la SAS Rue la Boétie, société constituée par l'ensemble des Caisses régionales.

I. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	4.1	543 352	592 882
Intérêts et charges assimilées	4.1	-249 695	-284 811
Commissions (produits)	4.2	245 311	248 437
Commissions (charges)	4.2	-44 119	-40 371
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	14 470	6 716
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4-6.4	50 792	28 093
Produits des autres activités	4.5	21 795	3 134
Charges des autres activités	4.5	-7 386	-9 027
Produit net bancaire		574 520	545 054
Charges générales d'exploitation	4.6-7.1-7.4-7.6	-292 305	-279 843
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	-16 208	-15 520
Résultat brut d'exploitation		266 007	249 691
Coût du risque	4.8	-13 377	9 374
Résultat d'exploitation		252 630	259 065
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6.16	4 789	4 380
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	1 193	466
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.19	0	0
Résultat avant impôt		258 612	263 912
Impôts sur les bénéfices	4.10	-77 750	-91 069
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	6.15		
Résultat net		180 862	172 843
Participations ne donnant pas le contrôle		7 204	8 076
Résultat net part du groupe		173 658	164 767

II. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net		180 862	172 843
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	4.11	2 740	-2 166
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	2 740	-2 166
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	-932	381
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	1 808	-1 786
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11	-29 500	3 240
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.11	55 001	3 593
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	36 632	6 879
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	62 133	13 713
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	-10 924	-2 049
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	51 209	11 663
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	53 017	9 878

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	233 879	182 720
Dont part du Groupe	239 172	172 194
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-5 293	10 526

III. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales	6.1	379 988	405 747
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.9	3 173	4 360
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	43 768	30 931
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.7-6.8-6.9	2 157 856	2 028 691
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5-6.7-6.9	1 982 973	2 457 851
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5-6.7-6.9	20 123 090	19 972 617
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		13 940	19 935
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.6-6.7-6.9	1 104 220	966 628
Actifs d'impôts courants et différés	6.13	110 912	134 216
Comptes de régularisation et actifs divers	6.14	585 503	530 550
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.15		
Participation aux bénéfices différée	6.20		
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.16	42 567	39 359
Immeubles de placement	6.17	534	619
Immobilisations corporelles	6.18	116 530	98 092
Immobilisations incorporelles	6.18	32 600	32 467
Écarts d'acquisition	6.19		
Total de l'actif		26 697 655	26 722 063

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	7 525	13 387
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	99 127	155 439
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.10	15 194 222	15 944 921
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.10	7 379 026	6 906 517
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.11	145 261	145 663
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 144	6 219
Passifs d'impôts courants et différés	6.13	8 650	8 948
Comptes de régularisation et passifs divers	6.14	630 137	487 899
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.15		
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.20		
Provisions	6.21	85 479	102 497
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.11	37 453	71 703
Total dettes		23 592 024	23 843 195
Capitaux propres		3 105 631	2 878 868
Capitaux propres part du Groupe		2 951 736	2 719 551
Capital et réserves liées		509 088	499 829
Réserves consolidées		2 100 364	1 951 844
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		168 625	103 112
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		173 658	164 767
Participations ne donnant pas le contrôle	6.23	153 895	159 316
Total du passif		26 697 655	26 722 063

(en milliers d'Euros)	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Élimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2016	386 541	2 074 362	0	0	2 460 903	102 504	-6 820	95 685	0	2 556 588
Augmentation de capital	8 171				8 171	0		0		8 171
Dividendes versés en 2016		-16 051			-16 051	0		0		-16 051
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		3			3	0		0		3
Mouvements liés aux paiements en actions		217			217	0		0		217
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	8 171	-15 831	0	0	-7 660	0	0	0		-7 660
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0	9 509	-2 082	7 427		7 427
Résultat 2016					0			0	164 767	164 767
Autres variations		-1 569			-1 569			0		-1 569
Capitaux propres au 31 décembre 2016	394 712	2 056 962	0	0	2 451 674	112 014	-8 902	103 112	164 767	2 719 552
Affectation du résultat 2016		164 767			164 767			0	-164 767	
Capitaux propres au 1er janvier 2017	394 712	2 221 729	0	0	2 616 441	112 014	-8 902	103 112	0	2 719 551
Augmentation de capital	9 259				9 259			0		9 259
Dividendes versés en 2017		-15 852			-15 852			0		-15 852
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		-1			-1			0		-1
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	9 259	-15 853	0	0	-6 594	0	0	0		-6 594
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0	64 772	741	65 513		65 513
Résultat 2017					0			0	173 658	173 658
Autres variations		-394			-394			0		-394
Capitaux propres au 31 décembre 2017	403 971	2 205 482	0	0	2 609 453	176 786	-8 161	168 625	173 658	2 951 736

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.

(En milliers d'Euros)	Participations ne donnant pas le contrôle				Capitaux propres consolidés	
	Capital réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2016	122 924	28 940	-2 977	25 963	148 886	2 705 474
Augmentation de capital				0	0	8 171
Dividendes versés en 2016	-5 166			0	-5 166	-21 216

Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	5 053			0	5 053	5 055
Mouvements liés aux paiements en actions	18			0	18	235
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-95		0	0	-95	-7 756
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 154	296	2 451	2 451	9 878
Résultat 2016	8 076			0	8 076	172 843
Autres variations	0			0	0	-1 569
Capitaux propres au 31 décembre 2016	130 904	31 094	-2 681	28 413	159 317	2 878 870
Affectation du résultat 2016				0	0	0
Capitaux propres au 1er janvier 2017	130 904	31 094	-2 681	28 413	159 316	2 878 868
Augmentation de capital				0	0	9 259
Dividendes versés en 2017	-5 628			0	-5 628	-21 480
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	5 500			0	5 500	5 499
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-128	0	0	0	-128	-6 722
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-13 563	1 067	-12 497	-12 497	53 017
Résultat 2017	7 204			0	7 204	180 862
Autres variations				0	0	-394
Capitaux propres au 31 décembre 2017	137 980	17 530	-1 614	15 916	153 895	3 105 631
(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.						

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation.

Les montants sortis des capitaux propres par transfert en compte de résultat et relatifs à des couvertures de flux de trésorerie sont positionnés en Produit Net Bancaire.

Les capitaux propres part du groupe du groupe Crédit Agricole des Savoie s'élèvent, en fin d'exercice, à 2 951 736 milliers d'euros, en hausse de 232 184 milliers d'euros depuis la clôture de l'exercice précédent (soit +8,5%).

Cette progression s'explique principalement par :

- + 173 658 milliers d'euros de résultat sur la période,
- + 80 796 milliers d'euros de variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente
- - 15 582 milliers d'euros de résultat distribué en 2017 au titre de l'affectation des résultats 2016,
- + 9 259 milliers d'euros d'augmentation de capital des Caisses locales,
- - 16 024 milliers d'euros sur écarts de réévaluation liés à la filiale CANB

V. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Crédit Agricole des Savoie y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Résultat avant impôt	258 612	263 912
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	16 207	15 520
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-6 614	-5 508
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	-4 789	-4 380
Résultat net des activités d'investissement	424	-1 035
Résultat net des activités de financement	2 998	2 828
Autres mouvements	7 648	10 549
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	15 873	17 974
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (5)	-275 821	593 921
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-19 289	50 197
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-202 600	-120 448
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	63 651	-106 850
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)	1 580	1 468
Impôts versés	-57 609	-89 632

Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-490 087	328 656
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-215 602	610 542
Flux liés aux participations (2)	-4 388	-617 749
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-34 093	-23 843
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-38 481	-641 592
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-6 722	-7 990
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	-24 396	138 893
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-31 118	130 903
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-29 016	6 154
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-314 217	106 006
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	872 395	765 157
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	405 747	420 136
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	466 648	345 022
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	558 906	872 395
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	379 988	405 747
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	178 918	466 648
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	-313 489	107 238
<p>(*) Composé du solde net du poste "Caisse et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.</p> <p>(**) Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs sains" et "Comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.10 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole) ;</p> <p>(1) Pour l'année 2017, ce montant comprend notamment le versement des dividendes de SETAM pour 1 580 milliers euros.</p> <p>(2) Au cours de l'année 2017, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale des Savoie s'élève à -4 388 milliers d'euros.</p> <p>(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le paiement des dividendes versés par les Caisses Locales à leurs ses sociétaires, à hauteur de 2 536 milliers d'euros pour l'année 2017. – l'augmentation de capital des Caisses locales pour 6 260 milliers d'euros, hors dividendes réinvestis – le paiement des dividendes versés par le Crédit Agricole des Savoie à Sacam Mutualisation, à hauteur de 10 328 milliers d'euros, <p>(4) Au cours de l'année 2017, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à – 34 250 milliers d'euros.</p> <p>(5) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédits sont en baisse de -275 821 milliers d'euros dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -144 472 milliers d'euros pour la Caisse Régionale ; -158 391 milliers d'euros pour Crédit Agricole Next Bank ; +27 042 milliers d'euros pour les Caisses Locales. 		

VI. — Notes annexes aux états financiers.

1. – Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1. Normes applicables et comparabilité. — En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2017 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2016.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2017 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2017. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IAS 12 Impôts sur le résultat Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes	6 novembre 2017 (UE 2017/1989)	1er janvier 2017	Oui
Amendement à IAS 7 État des flux de trésorerie Informations sur les dettes faisant partie des activités de financement	6 novembre 2017 (UE 2017/1990)	1er janvier 2017	Oui

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1er janvier 2018	Oui
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1er janvier 2018	Oui
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	1er janvier 2019	Oui
Amendement à IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Clarifications à IFRS 15	31 octobre 2017 (UE 2017/1987)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance / IFRS 9 Instruments financiers Proposition d'approches optionnelles permettant aux entreprises ayant des activités d'assurance de gérer le décalage d'application entre la norme IFRS 9 et IFRS 4	3 novembre 2017 (UE 2017/1988)	1er janvier 2018	Oui

Norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. — La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires entre en vigueur à la même date (conformément au règlement UE 2017/1987).

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 1^{er} janvier 2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC 31 *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39/IFRS 9), aux contrats d'assurance (IFRS 4/IFRS 17) ou aux contrats de location (IAS 17/IFRS 16). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Sur la base des conclusions de l'étude d'impact menée au cours du premier semestre 2016, le Groupe estime que la mise en œuvre de la norme IFRS 15 n'aura pas d'impact significatif dans les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2018.

En l'état actuel de ses analyses, le Crédit Agricole des Savoie n'attend pas d'impacts significatifs sur son résultat.

Norme IFRS 9 Instruments Financiers. — La norme IFRS 9 *Instruments financiers* est appelée à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle a été adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016. Elle entre en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'amendement « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » qui précise la comptabilisation des instruments de dettes assortis de telles clauses est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2019 avec une application anticipée possible au 1^{er} janvier 2018. Le Crédit Agricole des Savoie prévoit d'appliquer l'amendement par anticipation conformément aux recommandations de l'AMF.

IFRS 9 définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Les principales évolutions apportées par la norme

— Classement et évaluation des actifs financiers : Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (IE prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (*i.e.* action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

— Les trois modèles de gestion :

- Le modèle de pure collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;
- Le modèle mixte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle de pure cession dont l'intention est de céder l'actif.

— Les caractéristiques contractuelles (test "*Solely Payments of Principal & Interests*" ou test "SPPI") :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (*i.e.* taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test "SPPI".

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

- Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test "SPPI".
- Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test "SPPI".

- Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dettes dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test "SPPI" indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 par le Crédit Agricole des Savoie devrait conduire :

A une augmentation des actifs à la juste valeur par résultat compte tenu du reclassement des OPCVM dans cette catégorie ce qui entraînera une volatilité accrue du résultat ;

Au classement en coût amorti de la grande majorité des prêts et créances, dès lors que ceux-ci respectent le test "SPPI" ;

Au classement en juste valeur par capitaux propres recyclables ou au coût amorti des instruments de dettes en fonction de la documentation du modèle de gestion documenté en date de première application.

— Dépréciation : La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les crédits et les instruments de dettes évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée à la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

– 1^{ère} étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur douze mois ;

– 2^e étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;

– 3^e étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarios raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3^e étape).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Crédit Agricole des Savoie s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole fondé sur deux niveaux d'analyse :

– Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;

– Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par le Groupe sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (basculer d'un portefeuille ou sous-portefeuille en étape 2 d'ECL à maturité).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours. Le Groupe pourra réfuter cette présomption sur le périmètre des encours pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits, en particulier les expositions suivies en méthodes avancées, considérant que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayés de plus de trente jours.

Concernant notre filiale CANB, en l'absence de modèle de notation interne, CANB retiendra le seuil absolu d'impayés supérieur à trente jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en deuxième étape.

Concernant le périmètre des instruments entrant dans la troisième étape de provisionnement, le Groupe alignera la définition de la défaillance avec celle du défaut actuellement utilisée en gestion pour des fins réglementaires.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

– Un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

– L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

— Comptabilité de couverture : Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

– Toutes les opérations de micro-couverture ; et

– Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

– Appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou

– Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Conformément à la décision du Groupe, le Crédit Agricole des Savoie n'appliquera pas ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole.

Le Crédit Agricole des Savoie fait partie intégrante du projet Groupe qui s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
- L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffrages des impacts de la norme.

Après cette étape d'analyse et de diagnostic, le Crédit Agricole des Savoie a pris part à la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015.

Par ailleurs, durant l'année 2016, le Crédit Agricole des Savoie a été associée aux principales réalisations qui ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et la définition du processus cible de provisionnement du Groupe qui s'est concrétisé par la rédaction d'un cadre méthodologique commun ;
- Les chantiers méthodologiques Groupe de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le *forward looking*, ainsi que la méthodologie de calcul de la juste valeur des crédits ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité Bancaire Européenne au niveau du groupe Crédit Agricole. Ces travaux ont été effectués sur la base des données comptables au 31 décembre 2015 de niveau Groupe ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes côtés un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test "SPPI".

L'ensemble de ces travaux de déploiement se sont poursuivis en 2017 et ont intégré des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE).

En particulier, le Groupe a précisé la gouvernance transverse applicable au futur dispositif de provisionnement. Cette gouvernance s'appuiera sur le dispositif mis en place pour répondre aux exigences prudentielles CRR /CRD. La Direction des Risques du Groupe ('DRG') est responsable de la définition du cadre organisationnel et méthodologique Groupe ainsi que de sa diffusion au sein des entités.

— Transition : La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, le Crédit Agricole des Savoie ne prévoit pas de retraiter les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

— Norme IFRS 16 Contrats de location : La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*,

SIC 15 *Avantages dans les contrats de location* et SIC 27 *Évaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location*). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole a été réalisée au second trimestre 2017. À ce stade de l'avancement du projet, le Groupe reste entièrement mobilisé sur la définition des options structurantes liées à l'interprétation de la norme.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2017 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2017.

1.2. Format de présentation des états financiers. — En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Crédit Agricole des Savoie utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation ANC n°2013-04 du 7 novembre 2013.

1.3. Principes et méthodes comptables :

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers. — De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente ;
- les dépréciations des créances ;
- les provisions ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IAS 32 et 39). — Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Titres à l'actif :

- Classification des titres à l'actif : Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définis par la norme IAS 39 :
 - actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
 - actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
 - prêts et créances ;
 - actifs financiers disponibles à la vente.

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option : Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par le Crédit Agricole des Savoie.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupe d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

Le Crédit Agricole des Savoie ne comptabilise pas d'actif financier à la juste valeur par résultat sur option.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (directement enregistrés en résultat).

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

Les encours de syndication de titres destinés à être cédés sont affectés à la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature et sont évalués en mark-to-market.

— Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance : La catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Crédit Agricole des Savoie a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que le Crédit Agricole des Savoie a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des Actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

— Prêts et créances : La catégorie Prêts et créances enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenu fixe ou déterminable.

Les titres du portefeuille Prêts et créances sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

— Actifs financiers disponibles à la vente : La catégorie Actifs financiers disponibles à la vente est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres ».

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie : L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue La Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A.

La fixation de paramètres permettant de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie est complexe et donne lieu à une large fourchette d'évaluations possibles en fonction des éléments suivants :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. ;
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales ;
- Les relations économiques et financières internes au groupe Crédit Agricole ;
- La mise en commun de moyens ; et
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole.

En conséquence, et en application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût dans les comptes des Caisses régionales. Les titres font l'objet d'un test de dépréciation annuel et, le cas échéant, en cas d'indice de pertes de valeur (cf. partie principes et méthodes comptables – dépréciation des titres).

— Dépréciation des titres : Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, le Crédit Agricole des Savoie utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. Le Crédit Agricole des Savoie prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, le Crédit Agricole des Savoie constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de trois ans.

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

Les titres SAS Rue la Boétie, valorisés au coût, font systématiquement l'objet d'un test de dépréciation annuel et en cas d'indices de pertes de valeurs.

A titres d'exemples, les situations suivantes pourraient être considérées comme des indications objectives de dépréciation (à apprécier en fonction de leur significativité) :

- Annonce d'un plan de restructuration ou de cession sur le périmètre Groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. ;
- Diminution de l'actif net consolidé de Crédit Agricole S.A. ;
- Constatation d'un résultat net déficitaire ;
- Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. ...

Une dépréciation sera enregistrée en résultat conformément au paragraphe 66 d'IAS 39, dès lors que la valeur comptable du titre sera supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritères fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation ne se fait que dans la mesure où elle se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi :

- pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure ;
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

— Date d'enregistrement des titres : Les titres classés dans les catégories Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et Prêts et créances sont enregistrés à la date de règlement livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassements d'actifs financiers. — Conformément à IAS 39, il est autorisé d'opérer des reclassements de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance en cas de changement d'intention de gestion et si les critères de reclassement en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont respectés.

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est également autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories Actifs financiers détenus à des fins de transaction et Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Prêts et créances, si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction vers les catégories Actifs financiers disponibles à la vente ou Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Les informations sur les reclassements réalisés par le Crédit Agricole des Savoie en application de l'amendement de la norme IAS 39 sont données dans la note 9 "Reclassements d'instruments financiers".

Acquisition et cession temporaire de titres. — Au sens de la norme IAS 39, les cessions temporaires de titres (prêts/emprunts de titres, pensions) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation d'IAS 39 et sont considérées comme des financements garantis.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Le cas échéant, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les éléments empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Une créance est enregistrée en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *prorata temporis* sauf en cas de classement en actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Activité de crédits. — Les crédits sont affectés principalement à la catégorie Prêts et créances. Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les crédits et encours de syndication destinés à être cédés à court terme sont affectés à la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature et sont évalués en *mark-to-market*.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Dépréciations de créances : Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en Prêts et créances sont dépréciées lorsqu'elles présentent une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances, telle que :

- des difficultés financières importantes du débiteur ;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;
- une probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les dépréciations peuvent être réalisées sur base individuelle, sur base collective, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Dépréciations sur base individuelle : Le risque de perte avéré est tout d'abord examiné sur les créances prises individuellement. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations individuelles portant sur des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant une indication objective de dépréciation. Le montant des dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt du contrat.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

— Dépréciations sur base collective : Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle. Afin de couvrir ces risques par nature non individualisés, le Crédit Agricole des Savoie a constaté à l'actif de son bilan, selon des modèles élaborés à partir de ces séries statistiques, diverses dépréciations sur bases collectives. Elles sont déterminées par un ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

— Dépréciations calculées à partir de modèles bâlois : Dans le cadre de la réglementation bâloise, le Crédit Agricole des Savoie détermine, à partir d'outils et de bases statistiques, un montant de pertes attendues à horizon d'un an, en fonction de multiples critères d'observation qui répondent à la définition de l'événement de perte au sens de la norme IAS 39.

L'évaluation de la dépréciation fait appel à la probabilité de défaillance affectée à chaque classe de notation attribuée aux emprunteurs mais fait également appel au jugement expérimenté de la Direction.

Le montant de cette dépréciation est obtenu par l'application au montant des pertes attendues calculé selon les modèles bâlois, d'un coefficient correcteur de passage à maturité, destiné à prendre en compte la nécessité de constituer des dépréciations sur les pertes attendues jusqu'au terme du contrat.

— Autres dépréciations sur base collective : Par ailleurs, le Crédit Agricole des Savoie a également constaté à l'actif de son bilan des dépréciations sur bases collectives destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement, telles que les dépréciations sectorielles. Ces dernières visent à couvrir des risques estimés sur une base sectorielle ou géographique pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement un risque de non-recouvrement partiel.

— Restructurations de créances : Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, qui peut notamment provenir du report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt du contrat.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt du contrat (défini à la date de l'engagement de financement).

La perte constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'un suivi en fonction de la notation conforme aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de 30 jours d'impayés.

Les crédits restructurés restent classés dans cette catégorie pendant une période de deux ans (trois ans s'ils étaient en défaut au moment de la restructuration).

— Encours en souffrance : Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

— Renégociations commerciales : Les créances renégociées pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisées en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette même date à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti à partir du taux d'intérêt effectif déterminé selon les conditions du nouveau contrat.

— Intérêts pris en charge par l'État (IAS 20) : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. En conséquence, ces entités perçoivent de l'État une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. En conséquence, il n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'État sont enregistrées sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Passifs financiers. — La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

— les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;

— les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;

— les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

Titres au passif :

— Distinction dettes – capitaux propres : La distinction entre instruments de dettes et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un instrument de dettes constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ; ou
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Produits de la collecte. — Les produits de la collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des Dettes envers la clientèle malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.21 "Provisions".

Instruments dérivés. — Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

— La comptabilité de couverture : La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur lié au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement.

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

— Dérivés incorporés : Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers. — La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA.

Le Crédit Agricole des Savoie considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif. En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

— Risque de contrepartie sur les dérivés : Le Crédit Agricole des Savoie intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*credit valuation adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*debit valuation adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

— Hiérarchie de la juste valeur : La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

– Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs.

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Crédit Agricole des Savoie retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

– Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles/accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

– les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;

– les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des *swaps* de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

– Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Absence de juste valeur reconnue pour un instrument de capitaux propres.

Conformément aux principes d'IAS 39, si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente ». Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur. Pour la Caisse Régionale de Savoie, cela concerne le titre SAS Rue la Boétie, titre de participation de société non cotée sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur est complexe.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers :

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat : Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

— Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

Compensation des actifs et passifs financiers. — Conformément à la norme IAS 32, le Crédit Agricole des Savoie compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.12 relative à l'amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers.

Garanties financières données. — Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ; ou
- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires*.

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

Décomptabilisation des instruments financiers. — Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitatives ou qualitatives concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Provisions (IAS 37 et 19). — Le Crédit Agricole des Savoie identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Crédit Agricole des Savoie a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.21 "Provisions".

Avantages au personnel (IAS 19).

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Avantages à long terme. — Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Avantages postérieurs à l'emploi :

— Régimes à prestations définies : Le Crédit Agricole des Savoie détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé le Crédit Agricole des Savoie impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

— la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

— diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Savoie a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

— Régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Crédit Agricole des Savoie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Impôts courants et différés. — Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

— un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

— la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

— la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

— un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

— soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

— soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

— l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

— les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique Impôts sur le bénéfice du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), le Crédit Agricole des Savoie a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40). — Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale Des Savoie. Suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 ans
Second œuvre	10 ans
Installations techniques	10 à 25 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 10 ans (dégressif ou linéaire)

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose le Crédit Agricole des Savoie sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

Opérations en devises (IAS 21). — En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

— sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;

— les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

— les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;

— les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

— en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;

— en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

Commissions sur prestations de services (IAS 18). — Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

— les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;

— lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique Commissions et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :

a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,

ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,

iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable,

b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

Contrats de location (IAS 17). — Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :
 - a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice,
 - b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,
 - c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5). — Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.4. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) :

Périmètre de consolidation. — Les états financiers consolidés incluent les comptes du Crédit Agricole des Savoie et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le Crédit Agricole des Savoie dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

Consolidation des Caisses régionales. — Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole des Savoie représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale des Savoie et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle. — Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque le Crédit Agricole des Savoie est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent au Crédit Agricole des Savoie la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Le Crédit Agricole des Savoie contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque le Crédit Agricole des Savoie détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions du Crédit Agricole des Savoie lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par le Crédit Agricole des Savoie, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Le Crédit Agricole des Savoie est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation. — Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28.18, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option.

Méthodes de consolidation. — Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le Crédit Agricole des Savoie sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle du Crédit Agricole des Savoie ;

- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, le Crédit Agricole des Savoie constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

Retraitements et éliminations. — Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21). — Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;

- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de la conversion des actifs, des passifs et du compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat lors de la cession totale ou partielle de l'entité. Dans le cas de la cession d'une filiale (contrôle exclusif), le reclassement de capitaux propres à résultat intervient uniquement en cas de perte du contrôle.

2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2017 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017".

Opération de titrisation. — Au 31/03/2017, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 23 février 2017. Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, le Crédit Agricole des Savoie a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 30 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2017. Elle a souscrit pour 3,6 millions d'euros des titres subordonnés.

Changement de dénomination sociale de la filiale Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA. — Au 4^{ème} trimestre 2017, notre filiale Crédit Agricole Financements (Suisse) SA a changé de dénomination sociale pour devenir Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA.

Modification des taux d'impôt sur les sociétés pour le groupe Crédit Agricole. — La loi de finance 2018 modifie le taux d'imposition sur les sociétés. Concernant le groupe Crédit Agricole, le taux effectif de l'impôt sur les sociétés passera de 34,43% à 25,83% à partir du 1er janvier 2022 (baisse progressive du taux de 2019 à 2022).

Conformément à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les ajustements liés aux variations de taux d'impôt doivent être comptabilisés en résultat ou en capitaux propres recyclables selon le principe de symétrie.

Par conséquent, les bases d'impôts différés dont la date de retournement se situe à partir de 2022 (ou dont la date de retournement n'est pas déterminée) ont été réévaluées au taux de 25,83% lors de cette clôture au 31 décembre 2017.

Les impacts sur les comptes au 31 décembre 2017 sont les suivants :

- 11,8 M€ sur le résultat consolidé (hausse de la charge d'IS)
- 0,2 M€ sur les réserves consolidées

Réaménagement du refinancement. — Sur 2017, la Caisse régionale a procédé à des réaménagements successifs de son refinancement pour un montant de 467 millions d'euros (contre 227 millions d'euros en 2016) de remboursements anticipés avec un paiement de soulte de 76 millions d'euros (contre 27,9 millions d'euros en 2016) à Crédit Agricole S.A.

Comptablement, ces soultes font l'objet d'un étalement en normes internationales. La charge comptabilisée au titre de l'exercice s'est élevée à 9,5 millions d'euros relative aux soultes 2017 et antérieures. Le montant des soultes restant à être étalées à la clôture s'élève à 91,7 millions d'euros.

3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.

Le pilotage des risques bancaires au sein du Crédit Agricole des Savoie est assurée par les directions Crédits, des Affaires, des Finances. Ces directions est rattachée au Directeur général qui a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs de risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit (cf. Rapport de gestion chapitre 2.4)

Exposition maximale au risque de crédit. — L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	3 173	4 360
Instruments dérivés de couverture	43 768	30 931
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	720 479	632 069
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	105 882	155 542
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	20 205 875	20 045 684
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 104 220	966 628
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	22 183 397	21 835 214
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 635 004	1 537 519
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	725 215	672 658
Provisions - Engagements par signature	-8 561	-6 380
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	2 351 658	2 203 797
Exposition maximale au risque de crédit	24 535 054	24 039 011

Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)		
Prêts et créances sur la clientèle	10 909 866	10 284 233
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	520 752	451 784
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)		

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques.

Concentrations par agent économique de l'activité de crédit :

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	768 362			82	768 280
Banques centrales					
Établissements de crédit	105 161				105 161
Grandes entreprises	2 196 384	83 371	49 519	54 129	2 092 736
Clientèle de détail	17 504 822	340 932	159 335	83 413	17 262 074
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	20 574 729	424 303	208 854	137 624	20 228 251

(1) Dont encours restructurés pour 115 353 milliers d'euros.

Le Crédit Agricole des Savoie a provisionné 109 M€ au titre de risques spécifiques sectoriels tels que :

- Secteur immobilier locatif : 19,6 M€ répondant à 3 natures de risques (location d'appartements en stations de montagne, locatif frontalier et prêts en devises, locatif défiscalisant).
 - Secteur bâtiment et travaux publics : 8,1 M€
 - Secteur cafés, hôtels, restaurants : 16,6 M€
 - Secteur agricole : 3,4 M€ visant à couvrir la filière du lait (risque de surproduction de fromage, de chute des cours du lait) et la filière viticole (risque de surproduction et de positionnement stratégique)
 - Secteur de la montagne : une provision de 24,7 M€ vise à couvrir des risques liés à l'activité touristique spécifique à nos départements. Un suivi des indicateurs de risque auxquels est sensible notre clientèle de commerçants, professionnels et remontées mécaniques a été mis en place.
 - Secteur de l'industrie : 16,3 M€
 - Secteur frontalier : 20,3 M€
- Le Crédit Agricole des Savoie a provisionné 28,6 M€ au titre du risque collectif crédits.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a affiné au second trimestre 2017 les paramètres servant de base au calcul des dépréciations collectives et sectorielles, notamment les notations, les probabilités de défaut et les pertes en cas de défaut liés aux encours des contreparties sensibles et leurs engagements de crédits. L'application de ces paramètres a eu une incidence sur le montant des provisions collectives et sectorielles.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	777 880	0	0	0	777 880
Banques centrales	0	0	0	0	0
Établissements de crédit	155 351	0	0	0	155 351
Grandes entreprises	2 046 174	77 118	-47 611	-59 970	1 938 593
Clientèle de détail	17 508 561	360 796	-161 956	-90 461	17 256 144
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	20 487 966	437 914	-209 567	-150 431	20 127 968

(1) Dont encours restructurés pour 75 771 milliers d'euros.

Le Crédit Agricole des Savoie a provisionné 115,8 M€ au titre de risques spécifiques sectoriels tels que :

- Secteur immobilier locatif : 21,7 M€ répondant à 3 natures de risques (location d'appartements en stations de montagne, locatif frontalier et prêts en devises, locatif défiscalisant).
 - Secteur bâtiment et travaux publics : 8,9 M€
 - Secteur cafés, hôtels, restaurants : 15,4 M€
 - Secteur agricole : 3,2 M€ visant à couvrir la filière du lait (risque de surproduction de fromage, de chute des cours du lait) et la filière viticole (risque de surproduction et de positionnement stratégique)
 - Secteur de la montagne : une provision de 23,8 M€ vise à couvrir des risques liés à l'activité touristique spécifique à nos départements. Un suivi des indicateurs de risque auxquels est sensible notre clientèle de commerçants, professionnels et remontées mécaniques a été mis en place.
 - Secteur de l'industrie : 20,3 M€
 - Secteur frontalier : 22,5 M€
- Le Crédit Agricole des Savoie a provisionné 34,6 M€ au titre du risque collectif crédits.

— Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement en faveur de la clientèle :		
Administration générale	66 439	82 212
Grandes entreprises	500 358	535 066
Clientèle de détail	1 017 505	920 241
Total Engagements de financement	1 584 302	1 537 519
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
Administration générale	3 175	3 175
Grandes entreprises	535 077	476 504
Clientèle de détail	194 030	194 113
Total Engagements de garantie	732 282	673 792

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Administration générale	740	1 228
Grandes entreprises	2 819 913	2 583 609
Clientèle de détail	4 558 373	4 321 680
Total Dettes envers la clientèle	7 379 026	6 906 517

Concentrations par zone géographique de l'activité de crédit

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	16 179 365	369 766	190 787	134 685	15 853 893
Autres pays de l'Union européenne	432 199	6 138	2 461	230	429 508
Autres pays d'Europe	3 883 790	47 042	15 154	2 542	3 866 095
Amérique du Nord	17 379	48	45	50	17 284
Amériques centrale et du Sud	5 084	177	11	11	5 062
Afrique et Moyen-Orient	26 687	873	286	101	26 300
Asie et Océanie (hors Japon)	28 537	259	111	4	28 422
Japon	1 687			1	1 686
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	20 574 729	424 303	208 854	137 624	20 228 251
(1) Dont encours restructurés pour 115 353 milliers d'euros.					

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	15 869 519	374 932	190 015	150 431	15 529 073
Autres pays de l'Union européenne	491 032	7 446	3 739	0	487 294
Autres pays d'Europe	4 039 315	53 426	15 209	0	4 024 106
Amérique du Nord	19 155	106	103	0	19 052
Amériques centrale et du Sud	5 852	353	27	0	5 826
Afrique et Moyen-Orient	30 596	1 217	361	0	30 236
Asie et Océanie (hors Japon)	30 881	435	114	0	30 766
Japon	1 615	0	0	0	1 615
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	20 487 966	437 914	209 567	150 431	20 127 968
(1) Dont encours restructurés pour 75 771 milliers d'euros.					

— Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement en faveur de la clientèle :		
France (y compris DOM-TOM)	1 570 314	1 526 833
Autres pays de l'Union européenne	6 991	4 457
Autres pays d'Europe	5 919	5 332
Amérique du Nord	665	585
Amériques centrale et du Sud	16	19
Afrique et Moyen-Orient	258	143
Asie et Océanie (hors Japon)	133	144
Japon	6	6
Total Engagements de financement	1 584 302	1 537 519
Engagements de garantie en faveur de la clientèle :		
France (y compris DOM-TOM)	732 036	672 664
Autres pays de l'Union européenne	102	923
Autres pays d'Europe	144	205
Amérique du Nord		
Amériques centrale et du Sud		
Afrique et Moyen-Orient		

Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Total Engagements de garantie	732 282	673 792

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	6 543 141	6 131 060
Autres pays de l'Union européenne	112 688	94 166
Autres pays d'Europe	697 031	658 354
Amérique du Nord	8 062	5 108
Amériques centrale et du Sud	795	841
Afrique et Moyen-Orient	9 413	8 018
Asie et Océanie (hors Japon)	7 523	8 691
Japon	374	277
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	7 379 026	6 906 517

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement :

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						479 754	42 557
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0
Administration générale							
Banques centrales							
Établissements de crédit							
Grandes entreprises							
Clientèle de détail							
Prêts et avances	213 847	1 507	1 454	0	216 808	215 448	346 478
Administration générale	20 620				20 620		82
Banques centrales							
Établissements de crédit							
Grandes entreprises	51 304	90	1 005		52 399	33 852	103 648
Clientèle de détail	141 923	1 417	449		143 789	181 596	242 748
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	213 847	1 507	1 454	0	216 808	695 202	389 035

(En milliers d'Euros)	31/12/2016						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						467 793	44 288
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0
Administration générale					0		
Banques centrales					0		
Établissements de crédit					0		
Grandes entreprises					0		

Clientèle de détail					0		
Prêts et avances	192 930	15 744	1 556	0	210 230	228 346	359 998
Administration générale	23 896	0	0	0	23 896	0	0
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0
Établissements de crédit	0	11 211	0	0	11 211	0	0
Grandes entreprises	45 083	2 028	17	0	47 128	29 507	107 581
Clientèle de détail	123 951	2 505	1 539	0	127 995	198 839	252 417
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	192 930	15 744	1 556	0	210 230	696 140	404 286

3.2. Risque de marché (cf. Rapport de gestion chapitre 2.4) :

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle. — La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	495	5 344	11 387	17 226	25 431
Futures								
FRA								
Swaps de taux d'intérêts				495	5 339	5 038	10 872	14 862
Options de taux								
Caps - Floors - Collars					5	6 349	6 354	10 569
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers								
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres								
Sous-total	0	0	0	495	5 344	11 387	17 226	25 431
Opérations de change à terme				2 183	7 284	17 075	26 542	5 500
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	0	0	0	2 678	12 628	28 462	43 768	30 931

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	272	14 184	79 854	94 310	135 046
Futures								
FRA								
Swaps de taux d'intérêts				272	14 184	79 854	94 310	135 046
Options de taux								
Caps - Floors - Collars								
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0

Dérivés sur actions et indices boursiers								
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres								
Sous-total	0	0	0	272	14 184	79 854	94 310	135 046
Opérations de change à terme				1 514	2 112	1 191	4 817	20 393
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	0	0	0	1 786	16 296	81 045	99 127	155 439

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	111	0	0	0	64	2 300	2 475	2 620
Futures	111						111	0
FRA								
Swaps de taux d'intérêts					64	1 645	1 709	2 620
Options de taux								
Caps - floors -						655	655	
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	0	0	127	127	69
Dérivés sur actions et indices boursiers								0
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres						127	127	69
Sous total	111	0	0	0	64	2 427	2 602	2 689
Opérations de change à terme				571	0	0	571	1 671
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	111	0	0	571	64	2 427	3 173	4 360

— Instruments dérivés de transaction – Juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							31/12/2016
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	64	2 324	2 388	2 849
Futures	0							229
FRA								
Swaps de taux d'intérêts					64	1 669	1 733	2 620
Options de taux								
Caps - floors -						655	655	
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	1 763	2 452	31	4 246	8 537
Opérations fermes de change				1 763	2 452	0	4 215	8 509
Options de change				0		31	31	28
Autres instruments	0	0	0	0	1	601	602	773
Dérivés sur actions et indices boursiers								0
Dérivés sur métaux précieux								

Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres					1	601	602	773
Sous total	0	0	0	1 763	2 517	2 956	7 236	12 159
Opérations de change à terme				289			289	1 228
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	0	0	0	2 052	2 517	2 956	7 525	13 387

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	3 789 163	3 716 953
Futures	13 096	15 102
FRA		
Swaps de taux d'intérêts	2 764 201	2 531 648
Options de taux		
Caps - floors -	1 011 866	1 170 203
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or	111 312	114 362
Opérations fermes de change		
Options de change	111 312	114 362
Autres instruments	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers		
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	3 900 475	3 831 315
Opérations de change à terme	944 158	1 083 784
Total notionnels	4 844 633	4 915 099

Risque de change (cf. Rapport de gestion chapitre 2.4)

— Contribution des différentes devises au bilan consolidé :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	17 635 500	17 815 065	16 813 845	17 627 641
Autres devises de l'Union européenne	907	922	1 070	1 080
USD	23 376	15 293	15 322	15 790
JPY	2 405	2 406	2 845	2 846
Autres devises	9 035 466	8 863 968	9 888 981	9 074 705
Total bilan	26 697 655	26 697 655	26 722 063	26 722 063

— Détail des emprunts obligataires et des dettes subordonnées par monnaie d'émission :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée
EUR	22 793	30 619	0	0	64 254	
Autres devises de l'Union européenne						
USD						
JPY						
Autres devises	122 013	6 835		143 961	7 449	
Total	144 806	37 453	0	143 961	71 703	0

3.3. Risque de liquidité et de financement (cf. Rapport de gestion chapitre 2.4)

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	379 849	183 388	514 465	905 249	22	1 982 973
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	713 558	1 267 231	4 986 838	13 268 160	233 781	20 469 568
Total	1 093 407	1 450 619	5 501 303	14 173 409	233 803	22 452 541
Dépréciations						-346 478
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						22 106 063

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	602 014	313 182	656 844	885 757	53	2 457 851
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	756 552	1 253 439	4 868 114	13 423 101	31 409	20 332 615
Total	1 358 566	1 566 622	5 524 958	14 308 858	31 462	22 790 466
Dépréciations						-359 998
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						22 430 468

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	2 173 603	3 671 985	4 460 201	4 888 434		15 194 222
Dettes envers la clientèle	6 520 754	220 075	619 242	17 136	1 819	7 379 026
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	8 694 357	3 892 060	5 079 443	4 905 570	1 819	22 573 248

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	2 643 983	3 120 464	4 859 830	5 320 644	0	15 944 921
Dettes envers la clientèle	5 894 428	286 660	703 628	20 236	1 565	6 906 517
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	8 538 412	3 407 124	5 563 457	5 340 880	1 565	22 851 438

— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Dettes représentées par un titre :						
Bons de caisse	0	155	300	0	0	455
Titres du marché interbancaire	0	0	0	0	0	0
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0
Emprunts obligataires	3	0	122 010	22 793	0	144 806
Autres dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Total Dettes représentées par un titre	3	155	122 310	22 793	0	145 261
Dettes subordonnées :						
Dettes subordonnées à durée déterminée	119	20 500	16 835	0	0	37 453
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0	0

Dépôt de garantie à caractère mutuel	0	0	0	0	0	0
Titres et emprunts participatifs	0	0	0	0	0	0
Total Dettes subordonnées	119	20 500	16 835	0	0	37 453

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Dettes représentées par un titre :						
Bons de caisse		670				670
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	1 032					1 032
Emprunts obligataires			143 961			143 961
Autres dettes représentées par un titre						0
Total Dettes représentées par un titre	1 032	670	143 961	0	0	145 663
Dettes subordonnées :						
Dettes subordonnées à durée déterminée	254	13 000	58 449			71 703
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	254	13 000	58 449	0	0	71 703

— Garanties financières en risque données par maturité attendue : Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Garanties financières données		85 616				85 616

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Garanties financières données		96 889				96 889

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 " Risque de marché".

3.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change (cf. Rapport de gestion chapitre 2.4)

Couverture de juste valeur. — Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie. — Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise. — Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur marché		Montant	Valeur marché		Montant
	Positive	Négative	Notionnel	Positive	Négative	Notionnel
Couverture de juste valeur	17 226	94 310	3 560 342	25 431	135 046	3 580 222
Taux d'intérêt	17 226	94 310	3 560 342	25 431	135 046	3 580 222
Instruments de capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
Couverture de flux de trésorerie	26 542	4 817	738 230	5 500	20 393	829 380
Taux d'intérêt						
Instruments de capitaux propres						

Change	26 542	4 817	738 230	5 500	20 393	829 380
Crédit						
Matières premières						
Autres						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total Instruments dérivés de couverture	43 768	99 127	4 298 572	30 931	155 439	4 409 602

3.5. Risques opérationnels (cf. Rapport de gestion chapitre 2.4)

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires. — Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les directives européennes "adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit" et "conglomérats financiers", le Crédit Agricole des Savoie est soumise au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres du Crédit Agricole des Savoie est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013 depuis le 1^{er} janvier 2014 et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Le dispositif prudentiel a été renforcé par la réforme Bâle 3 qui consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de capital et des exigences supplémentaires au terme de la liquidité et du levier. Certaines dispositions s'appliquent de manière progressive jusqu'au 31 décembre 2017, de même pour l'exigence de coussins en capital qui atteindra la cible en 2019.

Toutefois, le régulateur a maintenu les exigences de fonds propres au titre des niveaux plancher (l'exigence Bâle 3 ne pouvant être inférieure à 80 % de l'exigence Bâle 1).

Le niveau plancher a été supprimé. Cependant, l'information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire et est prévue jusqu'à la fin de la période transitoire prévue fin 2017.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

— les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres du Groupe et retraités notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1) et des immobilisations incorporelles ;

— les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* ;

— les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en Bâle 3, les instruments de fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion plus exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles Bâle 3, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 pour les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances quand l'établissement n'est pas soumis à l'application de la "directive conglomérat financier", sinon les valeurs de mise en équivalence des titres des entreprises d'assurances détenues dans le Groupe sont pondérées en risques.

4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	8 908	9 094
Sur opérations internes au Crédit Agricole	68 074	78 173
Sur opérations avec la clientèle	446 805	487 096
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	122	447
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13 088	12 950
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	6 354	5 123
Sur opérations de location-financement	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Produits d'intérêts (1) (2)	543 352	592 882
Sur opérations avec les établissements de crédit	-21 730	-23 683
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-121 695	-130 398
Sur opérations avec la clientèle	-68 530	-89 775
Sur dettes représentées par un titre	-292	-23
Sur dettes subordonnées	-2 674	-2 813
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-34 773	-38 120
Sur opérations de location-financement	0	0
Autres intérêts et charges assimilées	-1	0
Charges d'intérêts	-249 695	-284 811

(1) Dont 9 305 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2017 contre 8 850 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

(2) Dont 1 517 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'État au 31 décembre 2017 contre 2 051 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

4.2. Commissions nettes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	284	-1 195	-911	396	-1 193	-797
Sur opérations internes au Crédit Agricole	16 832	-21 245	-4 413	19 728	-19 790	-62
Sur opérations avec la clientèle	67 497	-1 972	65 525	66 087	-1 804	64 283
Sur opérations sur titres	0	0	0	0	0	0
Sur opérations de change	517	0	517	609	0	609
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	0	-10	-10	0	-53	-53
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	156 443	-19 693	136 750	157 895	-17 531	140 364
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	3 738	-4	3 735	3 722	-1	3 721
Produits nets des commissions	245 311	-44 119	201 193	248 437	-40 371	208 066

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes reçus		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	8	-1 053
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	22 959	16 923
Résultat de la comptabilité de couverture	-8 497	-9 154
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	14 470	6 716

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	82 867	-91 259	-8 392
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	20 351	-59 276	-38 925
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	62 516	-31 983	30 533
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	31 265	-31 347	-82
Variations de juste valeur des éléments couverts	13 884	-17 538	-3 654
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	17 381	-13 809	3 572
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	53	-76	-23
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	53	-76	-23
Total Résultat de la comptabilité de couverture	114 185	-122 682	-8 497

Le résultat de couverture n'est pas nul du fait de l'impact de l'étalement de primes comptabilisées dans ces mêmes comptes : -7 949 milliers d'euros sur les caps, 75 milliers d'euros sur les floors ; -162 milliers d'euros sur les soultes sur swaps et -461 milliers d'euros sur CVA-DVA.

(En milliers d'Euros)	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	121 092	-130 211	-9 119
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	29 975	-36 304	-6 329
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	91 117	-93 907	-2 790
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	35 208	-35 210	-2
Variations de juste valeur des éléments couverts	12 557	-22 829	-10 272
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	22 651	-12 381	10 270

Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	87	-120	-33
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	87	-120	-33
Total Résultat de la comptabilité de couverture	156 387	-165 541	-9 154

Le résultat de couverture n'est pas nul du fait de l'impact de l'étalement de primes comptabilisées dans ces mêmes comptes : -8 979 milliers d'euros sur les caps, 176 milliers d'euros sur les floors ; -195 milliers d'euros sur les soultes sur swaps et -156 milliers d'euros sur CVA-DVA.

4.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes reçus	36 398	24 327
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	15 071	4 131
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-362	-365
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	-315	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	50 792	28 093

Au cours de l'exercice 2017, la Caisse Régionale a cédé des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance générant une moins value de 314K€. Cette cession exceptionnelle est due au fait que les titres concernés ont perdu leur éligibilité à l'utilité du ratio LCR (suite au changement de forme juridique de l'entité émettrice).

4.5. Produits et charges nets des autres activités :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-107	-105
Autres produits (charges) nets	14 516	-5 788
Produits (charges) des autres activités	14 409	-5 893

4.6. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charges de personnel	-171 288	-168 189
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-14 108	-14 947
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-106 909	-96 706
Charges générales d'exploitation	-292 305	-279 843
(1) Dont 1 834 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.		

Honoraires des commissaires aux comptes. — Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes du Crédit Agricole des Savoie.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2017 est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes du Crédit Agricole des Savoie :

(En milliers d'Euros hors taxes)	ERNST & YOUNG		SR AUDIT		Total 2017
	2017	2016	2017	2016	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	764	114	131	108	895
Émetteur	123	105	125	103	248
Filiales intégrées globalement	641	9	6	5	647
Services autres que la certification des comptes (1)	16	9	1	2	17
Émetteur	8	9	1	2	9
Filiales intégrées globalement	8				8
Total	780	123	132	110	912

Le montant total des honoraires de Ernst & Young et Autres figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 124 K€, dont 123 K€ au titre la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et ses filiales, et 1 K€ au titre de services autres que la certification des comptes rendus à celles-ci. Les missions relatives aux services autres que la certification des comptes ont porté sur la revue de certaines données financières des Caisses Locales.

(En milliers d'Euros hors taxes)	PwC		Total 2017
	2017	2016	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	52	646	52
Services autres que la certification des comptes (1)	0	148	0
Total	52	794	52

(1) A la différence de ce qui a été publié en 2016, les missions relatives aux diligences directement liées et aux autres prestations d'avant le 17 juin 2016 ont été agrégées avec celles relatives aux services autres que la certification des comptes faisant suite à la réforme européenne de l'audit de juin 2016.

4.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements	-16 208	-15 130
Immobilisations corporelles	-15 994	-15 123
Immobilisations incorporelles	-214	-7
Dotations (reprises) aux dépréciations	0	-390
Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles	0	-390
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-16 208	-15 520

4.8. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-580 339	-71 930
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	0
Prêts et créances	-569 424	-61 571
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0
Autres actifs	-141	-100
Engagements par signature	-6 371	-1 585
Risques et charges	-4 403	-8 674
Reprises de provisions et de dépréciations	567 286	82 307
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	0
Prêts et créances	561 416	69 244
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0
Autres actifs	4	339
Engagements par signature	4 190	3 753
Risques et charges	1 676	8 971
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-13 053	10 376
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-1 844	-1 798
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 806	1 198
Décotes sur crédits restructurés	-198	-401
Pertes sur engagements par signature	0	0
Autres pertes	-88	-1
Autres produits		
Coût du risque	-13 377	9 374

L'actualisation de la comptabilisation automatique des dotations et reprises de dépréciation sur base collective (projet GERICO) a engendré des flux technique de dotations et de reprises sur les postes « Prêts et créances » à partir de 2017.

4.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	1 193	466
Plus-values de cession	1 196	628
Moins-values de cession	-3	-162
Titres de capitaux propres consolidés	0	0
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		

Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1 193	466

4.10. Impôts

— Charge d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charge d'impôt courant	-32 725	-77 049
Charge d'impôt différé (1)	-45 025	-14 020
Charge d'impôt de la période	-77 750	-91 069
<i>(1) Dont 11,8 millions d'euros de charge d'impôt différés au titre de l'exercice 2017 liée à la publication de la loi de finance 2018 portant progressivement le taux d'imposition courant de 34,43% en 2018 à 25,83% à partir de 2022.</i>		

— Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté :

— Au 31 décembre 2017 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	253 823	34,43%	-87 391
Effet des différences permanentes		-0,16%	394
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		-0,93%	2 370
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-0,35%	901
Effet de l'imposition à taux réduit		2,10%	-5 322
Effet des autres éléments		-0,30%	750
Taux et charge effectifs d'impôt		-30,63%	-77 750

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2017.

A noter que le taux d'imposition réel des entités suisses consolidées est de 25%.

— Au 31 décembre 2016 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	259 531	34,43%	89 357
Effet des différences permanentes		0,07%	179
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		-0,95%	-2 463
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit		-0,36%	-922
Effet des autres éléments		4,65%	4 918
Taux et charge effectifs d'impôt		35,09%	91 069

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2016 soit 34,43%.

A noter que le taux d'imposition réel des entités suisses consolidées est de 25%.

4.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. — Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

— Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-29 500	3 240
Écart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations	-29 500	3 240
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	55 001	3 593
Écart de réévaluation de la période	70 211	7 543
Transfert en résultat	-15 068	-3 975
Autres variations	-142	26
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	36 632	6 879
Écart de réévaluation de la période	36 632	6 879
Transferts en résultat		

Autres variations		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-10 924	-2 049
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	51 209	11 663
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :		
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	2 740	-2 166
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-932	381
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	1 808	-1 786
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	53 017	9 878
Dont part du Groupe	65 513	7 427
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-12 497	2 451

— Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				Variation				31/12/2017			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables :												
Gains et pertes sur écarts de conversion	67 775	0	67 775	37 266	-29 500	0	-29 500	-15 966	38 274	0	38 274	21 300
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	104 209	-18 193	86 016	85 432	55 001	-998	54 003	54 033	159 210	-19 191	140 020	139 464
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-15 031	4 347	-10 684	-10 684	36 632	-9 926	26 706	26 706	21 601	-5 579	16 022	16 022
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	156 953	-13 846	143 107	112 014	62 133	-10 924	51 209	64 772	219 086	-24 770	194 316	176 786
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	156 953	-13 846	143 107	112 014	62 133	-10 924	51 209	64 772	219 086	-24 770	194 316	176 786
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :												
Gains et	-15 866	4 283	-11 582	-8 902	2 740	-932	1 808	741	-13 126	3 352	-9 775	-8 161

pertes actuariels sur avantages post-emploi												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-15 866	4 283	-11 582	-8 902	2 740	-932	1 808	741	-13 126	3 352	-9 775	-8 161
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-15 866	4 283	-11 582	-8 902	2 740	-932	1 808	741	-13 126	3 352	-9 775	-8 161
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	141 087	-9 562	131 525	103 112	64 872	-11 856	53 017	65 513	205 959	-21 418	184 542	168 625

5. – Informations sectorielles.

Définition des secteurs opérationnels. — A l'exception de la filiale Crédit Agricole Financements (Suisse) SA, spécialisée dans la banque de détail en Suisse, le groupe Crédit Agricole des Savoie opère, directement ou indirectement, dans le secteur de la banque de détail en France, dans le sens où il n'est que le prolongement des activités traditionnelles de la Caisse régionale des Savoie dans des structures juridiques spécifiques.

5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel. — Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	Banque de détail en France	Banque de détail à l'étranger	Total
Produit net bancaire	512 307	62 213	574 520
Charges d'exploitation	-267 376	-41 137	-308 513
Résultat brut d'exploitation	244 931	21 076	266 007
Coût du risque	-15 337	1 960	-13 377
Résultat d'exploitation	229 594	23 036	252 630
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4 789		4 789
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1 193		1 193
Variations de valeur des écarts d'acquisition			0
Résultat avant impôt	235 576	23 036	258 612
Impôts sur les bénéfices	-72 269	-5 481	-77 750
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			0
Résultat net	163 307	17 555	180 862
Participations ne donnant pas le contrôle		-7 204	-7 204
Résultat net part du Groupe	163 307	10 351	173 658

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	Banque de détail en France	Banque de détail à l'étranger	Total
Actifs sectoriels	22 152 888	4 544 767	26 697 655
Dont parts dans les entreprises mises en équivalence	42 567	0	42 567
Dont écarts d'acquisition	0	0	0
Total Actif	22 152 888	4 544 767	26 697 655

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		
	Banque de détail en France	Banque de détail à l'étranger	Total
Produit net bancaire	482 841	62 213	545 054
Charges d'exploitation	-254 226	-41 137	-295 363
Résultat brut d'exploitation	228 615	21 076	249 691
Coût du risque	7 414	1 960	9 374
Résultat d'exploitation	236 029	23 036	259 065
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4 380		4 380
Gains ou pertes nets sur autres actifs	466		466
Variations de valeur des écarts d'acquisition			0
Résultat avant impôt	240 875	23 036	263 912
Impôts sur les bénéfices	-85 588	-5 481	-91 069
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			0
Résultat net	155 287	17 555	172 843
Participations ne donnant pas le contrôle		-8 076	-8 076
Résultat net part du Groupe	155 287	9 479	164 767

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		
	Banque de détail en France	Banque de détail à l'étranger	Total
Actifs sectoriels	21 756 595	4 965 467	26 722 063
Dont parts dans les entreprises mises en équivalence	39 359		39 359
Dont écarts d'acquisition			0
Total Actif	21 756 595	4 965 467	26 722 063

5.2. Information sectorielle par zone géographique. — L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Résultat net part du Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition	Résultat net part du Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition
France (y compris DOM-TOM)	163 307	512 307	22 152 888		155 287	482 841	21 756 595	
Autres pays de l'Union européenne								
Autres pays d'Europe	10 351	62 213	4 544 767		9 479	62 213	4 965 467	
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Total	173 658	574 520	26 697 655	0	164 767	545 054	26 722 063	0

6. – Notes relatives au bilan.

6.1. Caisse, banques centrales :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	124 809		126 880	
Banques centrales	255 179		278 867	
Valeur au bilan	379 988	0	405 747	0

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 173	4 360
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	3 173	4 360
Dont Titres prêtés		

— Actifs financiers détenus à des fins de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Instruments de capitaux propres	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	0	0
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Prêts et avances	0	0
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	3 173	4 360
Valeur au bilan	3 173	4 360

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option : Néant.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 525	13 387
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	7 525	13 387

— Passifs financiers détenus à des fins de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes envers la clientèle		
Instruments dérivés	7 525	13 387
Valeur au bilan	7 525	13 387

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option : Néant.

6.3. Instruments dérivés de couverture. — L'information détaillée est fournie à la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêt et de change.

6.4. Actifs financiers disponibles à la vente :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	720 479	23 124	-253	632 069	22 845	-204
Actions et autres titres à revenu variable (2)	180 730	26 502	-108	200 121	27 156	-98
Titres de participation non consolidés	1 256 647	110 091	-146	1 196 500	54 690	-181
Total des titres disponibles à la vente				2 028 691	104 691	-483
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	2 157 856	159 717	-507	2 028 691	104 691	-483
Impôts		-19 294	103		-18 283	90

Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		140 424	-404		86 408	-393
(1) Dont 42 557 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 31 décembre 2017 et 44 288 milliers d'euros au 31 décembre 2016. (2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 407 320 milliers d'euros au 31 décembre 2017 (idem 31 décembre 2016).						

6.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle :

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Établissements de crédit :		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	105 161	155 351
Comptes et prêts	98 811	147 341
Dont comptes ordinaires débiteurs sains	64 108	95 270
Dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	6 350	8 010
Autres prêts et créances		
Valeur brute	105 161	155 351
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	105 161	155 351
Opérations internes au Crédit Agricole :		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	1 877 812	2 302 500
Comptes ordinaires	167 252	438 451
Comptes et avances à terme	1 710 560	1 864 049
Prêts subordonnés		
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 877 812	2 302 500
Valeur au bilan	1 982 973	2 457 851

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	3 899	3 899
Titres non cotés sur un marché actif	3 899	3 899
Prêts et avances	20 465 669	20 328 716
Créances commerciales	18 170	23 849
Autres concours à la clientèle	20 318 876	20 161 857
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	60 902	39 328
Comptes ordinaires débiteurs	67 721	103 682
Valeur brute	20 469 568	20 332 615
Dépréciations	-346 478	-359 998
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	20 123 090	19 972 617
Opérations de location-financement :		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement	0	0
Valeur au bilan	20 123 090	19 972 617

6.6. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Effets publics et valeurs assimilées	330 676	326 424
Obligations et autres titres à revenu fixe	773 544	640 204
Total	1 104 220	966 628
Dépréciations		
Valeur au bilan	1 104 220	966 628

Le montant des cessions de titres détenus jusqu'à l'échéance intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article AG22 de la norme IAS 39 « Instruments Financiers », s'est élevé à 29 500 milliers d'euros. Les moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à -314 milliers d'euros.

6.7. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue :

- Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2017 : Néant.
- Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2016 : Néant.

Titrisations. — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, le Crédit Agricole des Savoie a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Crédit Agricole des Savoie via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Les principaux impacts liés aux titrisations sont présentés dans le paragraphe « Informations relatives aux parties liées »

- Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2017 : Néant.

- Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2016 : Néant.

6.8. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	359 998		574 919	-587 664	-775		346 478
Dont dépréciations collectives	150 431		499 376	-512 183			137 624
Opérations de location-financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs disponibles à la vente	44 288		362	-2 083	-9		42 557
Autres actifs financiers	140		141	-137	-11		132
Total Dépréciations des actifs financiers	404 426	0	575 422	-589 885	-796	0	389 168

Au titre de l'exercice 2017, le montant net des dotations et reprises sur s'est élevé à

- 6,8 M€ de reprise aux provisions sectorielles
- 6,0 M€ de reprise aux provisions pour risque de crédits collectif

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	385 909		67 025	-93 005	69		359 998
Dont dépréciations collectives	159 107		9 321	-17 997			150 431
Opérations de location-financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs disponibles à la vente	43 925		365	-5	2		44 288
Autres actifs financiers	473		100	-432	-1		140
Total Dépréciations des actifs financiers	430 307	0	67 490	-93 442	70	0	404 426

Au titre de l'exercice 2016, le montant net des dotations et reprises sur s'est élevé à

- 0,5 M€ de dotation aux provisions sectorielles
- 9,2 M€ de reprise aux provisions pour risque de crédits collectif

6.9. Exposition au risque souverain. — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives du Crédit Agricole des Savoie au risque souverain sont les suivantes :

— Activité bancaire :

31/12/2017 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne						0		0
Arabie saoudite						0		0
Belgique	29 374					29 374		29 374
Brésil						0		0
Chine						0		0
Espagne						0		0
États-Unis						0		0
France	298 044					298 044		298 044
Grèce						0		0
Hong-Kong						0		0
Irlande						0		0
Italie						0		0
Japon						0		0
Maroc						0		0
Portugal						0		0
Royaume-Uni						0		0
Russie						0		0
Syrie						0		0
Ukraine						0		0
Venezuela						0		0
Yémen						0		0
Total	327 418	0	0	0	0	327 418	0	327 418

31/12/2016 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne						0		0
Arabie saoudite						0		0
Belgique	60 702					60 702		60 702
Brésil						0		0
Chine						0		0
Espagne						0		0
États-Unis						0		0
France	265 722					265 722		265 722
Grèce						0		0
Hong-Kong						0		0
Irlande						0		0
Italie						0		0
Japon						0		0
Maroc						0		0
Portugal						0		0
Royaume-Uni						0		0
Russie						0		0
Syrie						0		0
Ukraine						0		0
Venezuela						0		0

Yémen						0	0
Total	326 424	0	0	0	0	326 424	326 424

— Activité d'assurance : Néant.

6.10. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle :

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Établissements de crédit :		
Comptes et emprunts	3 168 337	3 660 040
Dont comptes ordinaires créditeurs	15 335	45 667
Dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	3 168 337	3 660 040
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	37 141	21 472
Comptes et avances à terme	11 988 744	12 263 409
Total	12 025 885	12 284 881
Valeur au bilan	15 194 222	15 944 921

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	5 177 749	4 632 038
Comptes d'épargne à régime spécial	690 877	611 770
Autres dettes envers la clientèle	1 510 400	1 662 708
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	7 379 026	6 906 517

6.11. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes représentées par un titre :		
Bons de caisse	455	670
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	0	1 032
Emprunts obligataires	144 806	143 961
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	145 261	145 663
Dettes subordonnées :		
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée	37 453	71 703
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	37 453	71 703

— Émissions de dettes subordonnées : Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités du Crédit Agricole des Savoie.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CRD 4/CRR définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions entre le 1er janvier 2014 (date d'entrée en vigueur de la CRD 4 et du CRR) et le 1er janvier 2022.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne ("Bail-in") dans certaines circonstances et notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément à l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union européenne en matière financière transposant, en droit français, la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD) du 15 mai 2014.

Sur 2017, les nouvelles dettes subordonnées ont été émises par le FCT Crédit Habitat 2017 pour 3,6 M€.

6.12. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers :

— Compensation – Actifs financiers :

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2017 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	46 830		46 830	0		46 830
Prises en pension de titres			0			0
Prêts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	46 830	0	46 830	0	0	46 830

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2016 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	35 291		35 291	58		35 233
Prises en pension de titres			0			0
Prêts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	35 291	0	35 291	58	0	35 233

— Compensation – Passifs financiers :

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2017 Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	106 652		106 652	0		106 652
Mises en pension de titres			0			0
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	106 652	0	106 652	0	0	106 652

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2016 Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	168 597		168 597	58		168 539

Mises en pension de titres			0			0
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	168 597	0	168 597	58	0	168 539

Depuis le 31 décembre 2013, la Caisse régionale des Savoie déclare des montants compensables avec Crédit Agricole SA en application d'une convention cadre Banque de France comportant un droit conditionnel de compensation en cas de défaut.

6.13. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts courants	62 632	38 104
Impôts différés	48 280	96 112
Total Actifs d'impôts courants et différés	110 912	134 216
Impôts courants	2 382	3 928
Impôts différés	6 268	5 021
Total Passifs d'impôts courants et différés	8 650	8 948

Dont diminution du stock d'impôts différés actifs de 19,3 millions d'euros et d'impôts différés passifs de 7,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2017 liée à la publication de la loi de finance 2018 portant progressivement le taux d'imposition courant de 34,43% en 2018 à 25,83% à partir de 2022.

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	75 724	0	92 539	0
Charges à payer non déductibles	0	0	565	
Provisions pour risques et charges non déductibles	45 888	0	63 874	
Autres différences temporaires	29 835	0	28 099	
Impôts différés sur réserves latentes	-14 931	-768	-3 977	-1 526
Actifs disponibles à la vente	-18 871	-7 593	-13 565	-3 079
Couvertures de Flux de Trésorerie	1 246	6 825	5 901	1 554
Gains et pertes sur écarts actuariels	2 694	0	3 686	
Impôts différés sur résultat	-12 514	7 036	7 550	6 547
Total Impôts différés	48 280	6 268	96 112	5 021

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.14. Comptes de régularisation actif, passif et divers :

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs	474 751	400 199
Comptes de stocks et emplois divers	451	1 225
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Débiteurs divers (1)	474 103	398 803
Comptes de règlements	197	171
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	110 752	130 352
Comptes d'encaissement et de transfert	30 841	56 851
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	7 968	2
Produits à recevoir	64 993	64 343
Charges constatées d'avance	4 697	4 134
Autres comptes de régularisation	2 254	5 022
Valeur au bilan	585 503	530 550

(1) Dont 865 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs (1)	415 417	287 852
Comptes de règlements	19	98
Créditeurs divers	406 025	280 501
Versements restant à effectuer sur titres	9 373	7 253
Autres passifs d'assurance		
Autres		
Comptes de régularisation	214 720	200 047
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	28 238	18 733
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	633	10 038
Produits constatés d'avance	78 103	66 912
Charges à payer	101 241	100 600
Autres comptes de régularisation	6 505	3 765
Valeur au bilan	630 137	487 899

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
(2) Les montants sont indiqués en net.

6.15. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées. — Néant.

6.16. Co-entreprises et entreprises associées :

— Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées : Le Crédit Agricole des Savoie détient des intérêts dans une entreprise associée, l'entité SETAM, mais dans aucune co-entreprise au sens d'IFRS12.

Au 31 décembre 2017, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 42 567 milliers d'euros (39 359 milliers d'euros au 31 décembre 2016).

(En milliers d'Euros)	31/12/2016						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres	Écarts d'acquisition
Entreprises associées							
SETAM	38,13%	39 359		1 468	4 380	31 090	
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées)		39 359			4 380	31 090	0
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		39 359			4 380	31 090	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres	Écarts d'acquisition
Entreprises associées							
SETAM	38,13%	42 567		1 581	4 789	34 298	
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées)		42 567			4 789	34 298	0
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		42 567			4 789	34 298	0

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives sont présentées ci-après :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		
	PNB	Résultat net	Total capitaux propres
Entreprises associées SETAM	56 222	11 487	103 214

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		
	PNB	Résultat net	Total capitaux propres
Entreprises associées SETAM	59 861	12 559	111 627

— Informations sur les risques associés aux intérêts détenus : Néant.

— Restrictions significatives sur les co-entreprises et les entreprises associées : Néant.

6.17. Immeubles de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	2 049		22	0		0	2 071
Amortissements et dépréciations	-1 430		-107	0		0	-1 537
Valeur au bilan (1)	619	0	-85	0	0	0	534
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.							

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	1 991		34	-3		27	2 049
Amortissements et dépréciations	-1 301		-105	3		-27	-1 430
Valeur au bilan (1)	690	0	-71	0	0	0	619
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.							

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 2 071 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 2 927 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

— Juste valeur des immeubles de placement :

(En milliers d'Euros)		31/12/2017	31/12/2016
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	2 071	2 927
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3		
Valeur de marché des immeubles de placement		2 071	2 927

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

6.18. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	276 186	0	35 381	-5 909	-942	0	304 717
Amortissements et dépréciations (1)	-178 094	0	-15 993	5 467	434	0	-188 187
Valeur au bilan	98 092	0	19 388	-442	-508	0	116 530
Immobilisations incorporelles							

Valeur brute	88 142	0	347	-12 904	-505	0	75 080
Amortissements et dépréciations	-55 675	0	-214	12 904	505	0	-42 480
Valeur au bilan	32 467	0	133	0	0	0	32 600

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	269 268	0	24 411	-17 566	101	-27	276 186
Amortissements et dépréciations (1)	-180 287	0	-15 123	17 331	-42	27	-178 094
Valeur au bilan	88 980	0	9 288	-235	59	0	98 092
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	87 890	0	133	0	119	0	88 142
Amortissements et dépréciations	-55 159	0	-397	0	-119	0	-55 675
Valeur au bilan	32 731	0	-264	0	0	0	32 467

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.19. Écarts d'acquisition. — Néant.

6.20. Provisions techniques des contrats d'assurance. — Néant.

6.21. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Risques sur les produits épargne-logement	21 683		14		-6 374			15 323
Risques d'exécution des engagements par signature	6 380		6 371		-4 190			8 561
Risques opérationnels	32 024		1 708	-1 735	-16 769	-196		15 031
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	21 554		1 318	-96	-34	-823	-2 696	19 223
Litiges divers	7 647		4 848	-387	-2 129			9 979
Participations			0		0			0
Restructurations			0		0			0
Autres risques	13 209		12 031	-4 702	-4 438	-321	1 583	17 362
Total	102 497	0	26 290	-6 921	-33 934	-1 340	-1 114	85 479

(1) Dont 16 565 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 658 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Risques sur les produits épargne-logement	15 563		6 120					21 683
Risques d'exécution des engagements par signature	8 548		1 585		-3 753			6 380
Risques opérationnels	25 986		12 225	-260	-5 979	52		32 024
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	20 012		218	-146	-462	86	1 846	21 554
Litiges divers	9 252		4 232	-466	-5 371			7 647
Participations	26				-26			0
Restructurations								0

Autres risques	19 383		5 830	-8 887	-3 129	12		13 209
Total	98 770	0	30 210	-9 759	-18 720	150	1 846	102 497
(1) Dont 21 554 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 2 559 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.								

— Risques sur les produits épargne logement : Le Crédit Agricole des Savoie constitue une provision telle que décrite au point 1.3. « Principes et méthode comptables – Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers passifs financiers – produits de la collecte ». Pour ce faire, il utilise le modèle national.

— Risques d'exécution des engagements par signature : Il s'agit de la couverture des risques supportés par la Caisse régionale au titre d'engagements donnés à des contreparties en souffrance. Les risques couverts sont de deux types :

- Plafonds d'ouvertures de crédits non consommés pour les clients CDL (928 milliers d'euros)
- Risques potentiels sur les crédits de Crédit Agricole Financements (Suisse) SA accusant un retard de 90 jours, pour lesquels le Crédit Agricole des Savoie s'est porté garant (997 milliers d'euros)
- Autres risques sur engagements donnés pour des clients (6 636 milliers d'euros).

— Risques opérationnels : Ces provisions sont destinées à couvrir les risques d'insuffisance dans la conception et la mise en œuvre des procédures internes relatives à l'ensemble des opérations de l'établissement, notamment celles portant sur le système d'information.

— Engagements sociaux : Les primes exceptionnelles versées à l'occasion de remises de médailles d'honneur agricole décernées aux salariés atteignant une ancienneté de 20, 30, 35 ou 40 ans sont provisionnées en fonction de l'ancienneté acquise par chaque salarié à la clôture de l'exercice. Le montant de 2 559 milliers d'euros tient compte de l'actualisation.

Les primes et indemnités de départ à la retraite sont prises en charge par un organisme spécialisé auquel le Crédit Agricole des Savoie verse des cotisations. Celles-ci sont actualisées et comptabilisées sur l'exercice au titre duquel elles sont dues.

Le montant de provisions pour primes et indemnités de départ à la retraite de 16 565 milliers d'euros se décompose ainsi : 8 043 milliers d'euros pour la Caisse régionale et 8 522 milliers d'euros pour Crédit Agricole Financement.

— Litiges divers : Il s'agit principalement de litiges clientèle pour 9 152 milliers d'euros, de litiges concernant les ressources humaines pour 826 milliers d'euros.

- Autres risques : A 17 362 milliers d'euros, ce poste est principalement composé de :
 - 7 591 milliers d'euros au titre d'intérêts sur DAT à taux progressif souscrits par la clientèle.
 - 2 400 milliers de provision pour frais de démolition des sièges
 - 2 068 milliers d'euros d'autres provisions pour risques et charges (frais administratifs, assurances courtage...)
 - 5 303 milliers d'euros de provisions dans l'entité CANB

Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	358 627	1 221 062
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 034 714	695 881
Ancienneté de plus de 10 ans	1 286 396	601 024
Total plans d'Épargne-logement	2 679 737	2 517 967
Total comptes Épargne-logement	298 899	300 062
Total Encours collectés au titre des contrats Épargne-logement	2 978 636	2 818 029

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2017 pour les données au 31 décembre 2017 et à fin novembre 2016 pour les données au 31 décembre 2016.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'Épargne-logement	3 325	4 945
Comptes Épargne-logement	21 096	29 527
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats Épargne-logement	24 421	34 472

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	432	8 743
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	8 485	3 797
Ancienneté de plus de 10 ans	6 392	9 143
Total plans d'Épargne-logement	15 309	21 683
Total comptes Épargne-logement	14	
Total Provision au titre des contrats Épargne-logement	15 323	21 683

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2017
Plans d'Épargne-logement	21 683		6 374		15 309
Comptes Épargne-logement	0	14			14
Total Provision au titre des contrats Épargne-logement	21 683	14	6 374	0	15 323

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.22. Capitaux propres :

Composition du capital au 31 décembre 2017. — La Caisse régionale des Savoie est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2017	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2017	% Du capital	% Des droits de vote
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	2 349 596	0	0	2 349 596	25%	0%
Dont part Sacam Mutualisation	2 349 596			2 349 596	25%	0%
Parts sociales	7 048 780	2	6	7 048 776	75%	100%
Dont 64 caisses locales	7 048 735			7 048 735	75%	100%
Dont 20 administrateurs de la CR	44	2	6	40		
Dont SACAM Mutualisation	1			1		
Total	9 398 376	2	6	9 398 372	100%	100%

La valeur nominale des titres est de 20 euros et le montant total du capital est de 187 967 milliers d'euros

— Actions de préférences : Néant.

— Résultat par action : Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Des Savoie sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'Assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inapplicables.

— Dividendes : Au titre de l'exercice 2017, le Conseil d'administration du Crédit Agricole des Savoie a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 29 mars 2018 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,54 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Le plafond de rémunération des parts sociales émises par les coopératives correspond à la moyenne du TMO, sur les 3 dernières années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle, majorée de 200 points de base (loi « Sapin 2 » du 9 décembre 2016).

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2014	4,25	0,37
2015	4,31	0,36
2016	4,39	0,42
Prévu 2017	4,41	0,54

— Dividendes payés au cours de l'exercice : Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 15 852 milliers d'euros en 2017.

— Affectations du résultat et fixation du dividende 2017 : L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2017 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du Crédit Agricole des Savoie du 29 mars 2018.

Le texte de la résolution est le suivant :

« L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice de 138 224 465,50 euros.

– 93 042 306,08 euros à la Réserve Légale

– 31 014 102,02 euros à la Réserve Facultative

– 3 806 339,04 euros au titre de l'intérêt à payer aux parts sociales présentes en nos livres au titre de l'année 2017, correspondant à un intérêt de 0,54 euro par part sociale.

– 10 361 718,36 euros au titre de la rémunération versée aux CCA, soit un dividende de 4,41 euros par CCA.

Les Intérêts et dividendes seront mis en paiement à compter du 18 avril 2018.

Il est précisé que les sommes distribuées sous forme d'intérêts aux parts et de dividendes au titre des 3 exercices précédents ont été de :

	Intérêts aux Parts Sociales	Dividendes aux CCA
2016	2 960 487,60 €	10 314 726,44 €
2015	2 537 560,08 €	10 126 758,76 €
2014	2 608 048,60 €	9 985 783,00 €

Il est rappelé par ailleurs que ces intérêts et dividendes sont éligibles à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158 du CGI. »

— Instruments financiers à durée indéterminée : Néant.

6.23. Participations ne donnant pas le contrôle.

— Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations ne donnant pas le contrôle significatives : Le tableau ci-après présente les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan des entités détenues par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Credit Agricole Financement (Suisse) SA	46%	46%	7 203	153 884	5 628
Swiss Home Loan	49%	6%	0	1	0
Adret Gestion	0%	0%	1	10	
SETAM		62%			
Total			7 204	153 895	5 628

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Credit Agricole Financement (Suisse) SA	46%	46%	-8 075	159 306	5 166
Swiss Home Loan	46%	0%	-1		
Adret Gestion	0%	0%	0	10	
SETAM		62%			
Total			-8 075	159 316	5 166

— Informations financières individuelles résumées concernant les participations ne donnant pas le contrôle significatives : Le tableau ci-après présente les données résumées des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Crédit Agricole des Savoie sur la base des états financiers présentés en normes IFRS.

(En milliers d'euros)	31/12/2017			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Credit Agricole Financement (Suisse) SA	4 560 517	64 487	15 658	17 913
Swiss Home Loan	162 026	296	1	1
Adret gestion	166 332	8 384	9 439	8 974

Total	4 888 874	73 166	25 098	26 888
-------	-----------	--------	--------	--------

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Credit Agricole Financement (Suisse) SA	4 953 732	62 187	17 553	19 410
Swiss Home Loan	187 188	36	2	2
Adret gestion	197 102	479	8 594	5 724
Total	5 338 022	62 702	26 149	25 135

6.24. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle. — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	379 988					379 988
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	111	571	64	2 427		3 173
Instruments dérivés de couverture	117	2 561	12 628	28 462		43 768
Actifs financiers disponibles à la vente				683 432	1 474 424	2 157 856
Prêts et créances sur les établissements de crédit	379 849	183 388	514 465	905 249	22	1 982 973
Prêts et créances sur la clientèle	609 971	1 238 229	4 905 245	13 136 419	233 225	20 123 090
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 940					13 940
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	28 029	65 830	495 247	515 114		1 104 220
Total Actifs financiers par échéance	1 412 006	1 490 579	5 927 649	15 271 103	1 707 671	25 809 008
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		2 052	2 517	2 925	31	7 525
Instruments dérivés de couverture	147	1 639	16 296	81 045		99 127
Dettes envers les établissements de crédit	2 173 603	3 671 985	4 460 201	4 888 434		15 194 222
Dettes envers la clientèle	6 520 754	220 075	619 242	17 136	1 819	7 379 026
Dettes représentées par un titre	3	155	122 310	22 793		145 261
Dettes subordonnées	119	20 500	16 835	0	0	37 453
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 144					5 144
Total Passifs financiers par échéance	8 699 769	3 916 406	5 237 401	5 012 332	1 850	22 867 758

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	405 747					405 747
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 671	146	2 474	69	4 360
Instruments dérivés de couverture	1 233	72	11 710	14 854	3 062	30 931
Actifs financiers disponibles à la vente		30 391		554 761	1 443 539	2 028 691
Prêts et créances sur les établissements de crédit	602 014	313 182	656 844	885 757	53	2 457 851
Prêts et créances sur la clientèle	652 545	1 221 413	4 782 358	13 285 019	31 282	19 972 617
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	19 935					19 935
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	11 680	124 939	665 701	164 308		966 628
Total Actifs financiers par échéance	1 693 155	1 691 669	6 116 759	14 907 173	1 478 005	25 886 760
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	229	3 736	6 147	2 474	801	13 387
Instruments dérivés de couverture	1 635	4 645	24 518	122 640	2 002	155 439
Dettes envers les établissements de crédit	2 643 983	3 120 464	4 859 830	5 320 644		15 944 921
Dettes envers la clientèle	5 894 428	286 660	703 628	20 236	1 565	6 906 517
Dettes représentées par un titre	1 032	670	186 889	-42 928		145 663
Dettes subordonnées	259	13 000	58 444			71 703
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 219					6 219
Total Passifs financiers par échéance	8 547 786	3 429 175	5 839 456	5 423 066	4 368	23 243 850

7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.

7.1. Détail des charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Salaires et traitements	-96 230	-92 252
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-9 986	-9 597
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-5 278	-4 532
Autres charges sociales	-28 299	-28 940
Intéressement et participation	-15 481	-16 525
Impôts et taxes sur rémunération	-16 014	-16 343
Total Charges de personnel	-171 288	-168 189

7.2. Effectifs de la période :

Effectifs	Effectif moyen	Effectif fin de période	
	31/12/2017	31/12/2017	31/12/2016
France	2 205	2 328	2 343
Étranger	192	197	186
Total	2 397	2 525	2 529

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies :

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	42 048	36 077	78 125	72 480
Écart de change	0	-3 147	-3 147	325
Coût des services rendus sur l'exercice	2 868	3 314	6 182	5 667
Coût financier	549	200	749	959
Cotisations employés	0	1 264	1 264	998
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)	-21	0	-21	-1 907
Variation de périmètre	-2 264	0	-2 264	-1 425
Prestations versées (obligatoire)	0	-204	-204	-736
Taxes, charges administratives et primes	0	0	0	9
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	289	-903	-614	1 298
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	182	-49	133	457
Dette actuarielle au 31/12/N	43 651	36 551	80 202	78 125
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience				
(2) Non significatif				

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 847	3 326	6 173	3 770
Charge/produit d'intérêt net	99	48	147	137
Impact en compte de résultat au 31/12/N	2 946	3 374	6 320	3 907

— Détail des gains et pertes comptabilisés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				0
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	8 097	7 770	15 867	13 700
Écart de change	0	-521	-521	63
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-118	-1 618	-1 736	340
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	289	-903	-614	-1 715
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	182	-49	133	3 479
Ajustement de la limitation d'actifs	0	0	0	0
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/N	353	-3 092	-2 739	2 167
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.				

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	33 845	25 284	59 129	54 955
Écart de change	0	-2 324	-2 324	238
Intérêt sur l'actif (produit)	450	151	601	822
Gains/(pertes) actuariels	118	1 618	1 736	-340
Cotisations payées par l'employeur	3 481	2 248	5 729	4 769
Cotisations payées par les employés	0	1 264	1 264	998
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	0	0	0	
Variation de périmètre	-21	0	-21	-144
Taxes, charges administratives et primes	0	-12	-12	-10
Prestations payées par le fonds	-2 263	-200	-2 463	-2 158
Juste valeur des actifs au 31/12/N	35 610	28 030	63 640	59 129

— Variation de juste valeur des droits à remboursement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1				
Écart de change				
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)				
Gains/(pertes) actuariels				
Cotisations payées par l'employeur				
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)				
Variation de périmètre				
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds				
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N	0	0	0	0

— Position nette :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	43 651	36 551	80 202	78 125
Impact de la limitation d'actifs	0	0	0	
Juste valeur des actifs fin de période	-35 610	-28 030	-63 640	-59 129
Position nette (passif) / actif fin de période	8 041	8 521	16 562	18 996

— Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles :

	31/12/2017	31/12/2016
Taux d'actualisation (1)	de 0,91% à 1,38%	de 0,89% à 1,37%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,58%	1,58%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	1,75%	2%
Taux d'évolution des coûts médicaux		
Autres (à détailler)		
(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iboxx AA.		
(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).		

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1) :

(En milliers d'Euros)	Zone Euro			Hors zone Euro			Toutes zones		
	En %	En montant	Dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	Dont coté
Actions (2)	9,40%	3 347		27,16%	7 612	7 612	17,22%	10 959	7 612
Obligations (2)	83,40%	29 699		29,09%	8 154	8 154	59,48%	37 853	8 154
Immobiliers	7,20%	2 564		15,78%	4 424		10,98%	6 988	
Autres actifs (3)				27,97%	7 841		12,32%	7 841	
(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.									
(2) Dont instruments émis par l'entité									
(3) Cash contrat d'assurance									

7.5. Autres avantages sociaux.

— Rémunération variable collective : La convention collective nationale prévoit le principe d'une rémunération extra-conventionnelle dont le montant et les modalités d'attribution sont fixés, après négociation, par chaque caisse régionale.

Les accords en vigueur au sein du Crédit Agricole des Savoie permettent de rémunérer par le biais d'une prime de performance, la contribution personnelle de chaque salarié à l'atteinte des objectifs de l'entreprise.

— La participation du Crédit Agricole des Savoie relève d'un accord de droit commun dont la finalité, dès lors que les résultats de l'entreprise permettent de dégager une Réserve Spéciale de Participation, est d'associer les salariés aux résultats de l'entreprise en leur permettant de percevoir une partie des bénéfices qu'ils ont contribué à réaliser par leur travail.

— L'intéressement représente quant à lui un moyen d'associer financièrement les salariés à la performance de l'entreprise. Sa mise en œuvre étant facultative, l'intéressement au Crédit Agricole des Savoie résulte d'un accord destiné à permettre une reconnaissance de l'effort collectif dans l'amélioration de la rentabilité financière de l'entreprise, et du développement indispensable à son activité. Il est indexé sur le résultat comptable de l'exercice et sur le niveau de la participation.

Le Plan d'Épargne Entreprise (PEE), permet aux salariés de la société de constituer, avec son aide, par le biais de l'abondement, un portefeuille d'épargne investi en valeurs mobilières ou monétaires. Les sommes investies sont bloquées pendant 5 années (hors motifs légaux de déblocage anticipé) mais elles sont, en contrepartie, exonérées d'impôt sur le revenu.

— Engagements en matière de médailles : les primes exceptionnelles, versées à l'occasion de remises de médailles d'honneur agricole décernées aux salariés atteignant une ancienneté de 20, 30, 35 ou 40 ans, sont provisionnées en fonction de l'ancienneté acquise par chaque salarié à la clôture de l'exercice.

— Avantages postérieurs à l'emploi dans le cadre de prestations définies, ces engagements sociaux ont été calculés selon le principe retenu par le Groupe Crédit Agricole.

7.6. Paiements à base d'actions. — Néant.

7.7. Rémunérations de dirigeants. — Par principaux dirigeants, le Crédit Agricole des Savoie comprend l'ensemble des membres du comité de direction, à savoir le Directeur général, les deux Directeurs généraux adjoints, les 13 directeurs ainsi que les 23 membres du Conseil d'Administration.

Les rémunérations et avantages versés aux membres du comité de direction en 2017 s'établissent comme suit :

— Avantages à court terme : 4 274 milliers d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature,

— Avantages postérieurs à l'emploi : 2 297 milliers d'euros au titre des indemnités de fin de carrière et du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadre dirigeants du Groupe,

— Autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif,

— Indemnités de fin de contrat de travail : non significatif.

Les membres du Conseil d'Administration ont perçu en 2017, au titre d'indemnités de temps passé, la somme de 280 milliers d'euros.

8. — Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	2 807 201	2 482 275
Engagements de financement	1 858 107	1 592 140
Engagements en faveur des établissements de crédit	223 103	54 621
Engagements en faveur de la clientèle	1 635 004	1 537 519

Ouverture de crédits confirmés	752 114	730 521
Ouverture de crédits documentaires	1 834	1 961
Autres ouvertures de crédits confirmés	750 280	728 560
Autres engagements en faveur de la clientèle	882 890	806 998
Engagements de garantie	949 094	890 135
Engagements d'ordre des établissements de crédit	216 812	216 343
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	494	38
Autres garanties (1)	216 318	216 305
Engagements d'ordre de la clientèle	732 282	673 792
Cautions immobilières	412 676	366 066
Autres garanties d'ordre de la clientèle	319 606	307 726
Engagements reçus	5 961 158	5 799 805
Engagements de financement	69 687	90 413
Engagements reçus des établissements de crédit	69 687	90 413
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	5 891 471	5 709 392
Engagements reçus des établissements de crédit	2 036 869	1 912 261
Engagements reçus de la clientèle	3 854 602	3 797 131
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	564 108	426 132
Autres garanties reçues	3 290 494	3 370 999

(1) Dont 216 305 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 561 923 milliers d'euros.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) :		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 965 139	5 028 128
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	196	240
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	4 965 335	5 028 368
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie :		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	0	0

Au 31 décembre 2017 le Crédit Agricole des Savoie n'a pas utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie. — Au cours de l'année 2017, le Crédit Agricole des Savoie a apporté 4 965 139 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 028 128 milliers d'euros en 2016. Le Crédit Agricole des Savoie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole des Savoie a apporté :

- 1 945 696 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 757 961 milliers d'euros en 2016 ;
- 1 039 615 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 1 306 207 milliers d'euros en 2016 ;
- 1 979 827 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 963 990 milliers d'euros en 2016.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie. — La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Au cours de la période, les actifs que le Crédit Agricole des Savoie a obtenus par prise de possession de garantie et détenus à la date de clôture s'élèvent à 0 milliers d'euros, selon la répartition suivante :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		
Immobilisations corporelles		
Immeubles de placement		

Instruments de capitaux propres et de dettes		
Autres		1 304
Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie	0	1 304

9. – Reclassements d'instruments financiers.

Néant.

10. – Juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût. — Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2017	Juste valeur au 31 décembre 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et créances	22 106 063	22 625 058	0	2 562 469	20 062 589
Créances sur les établissements de crédit	1 982 973	1 967 100	0	1 967 100	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	231 360	231 334	0	231 334	0
Comptes et prêts à terme	1 745 263	1 729 464	0	1 729 464	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	6 350	6 303	0	6 303	0
Titres non cotés sur un marché actif	0	0	0	0	0
Autres prêts et créances	0	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	20 123 090	20 657 958	0	595 368	20 062 589
Créances commerciales	16 822	19 987	0	0	19 987
Autres concours à la clientèle	19 991 460	20 506 397	0	463 795	20 042 602
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
Titres non cotés sur un marché actif	3 899	3 975	0	3 975	0
Créances nées d'opérations d'assurance					
directe	0	0	0	0	0
Créances nées d'opérations de	0	0	0	0	0

réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	60 856	60 541	0	60 541	0
Comptes ordinaires débiteurs	50 053	67 057	0	67 057	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 104 220	1 132 448	1 103 904	28 544	0
Effets publics et valeurs assimilées	330 676	339 693	339 693	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	773 544	792 755	764 211	28 544	0
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	23 210 283	23 757 506	1 103 904	2 591 013	20 062 589

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	22 430 468	23 436 942	0	23 436 942	0
Créances sur les établissements de crédit	2 457 851	2 610 498	0	2 610 498	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	533 721	533 717	0	533 717	0
Comptes et prêts à terme	1 916 119	2 068 773	0	2 068 773	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	8 010	8 008	0	8 008	0
Titres non cotés sur un marché actif	0	0	0	0	0
Autres prêts et créances	0	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	19 972 617	20 826 444	0	20 826 444	0
Créances commerciales	22 738	25 558	0	25 558	0
Autres concours à la clientèle	19 826 132	20 654 853	0	20 654 853	0
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
Titres non cotés sur un marché actif	3 899	3 871	0	3 871	0
Créances nées d'opérations d'assurance	0	0	0	0	0
directe	0	0	0	0	0
Créances nées d'opérations de	0	0	0	0	0
réassurance	0	0	0	0	0
Avances en comptes courants d'associés	39 201	39 139	0	39 139	0
Comptes ordinaires débiteurs	80 647	103 023	0	103 023	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	966 628	956 335	923 335	33 000	0
Effets publics et valeurs assimilées	326 424	323 210	323 210	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	640 204	633 125	600 125	33 000	0
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	23 397 096	24 393 277	923 335	23 469 942	0

— Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2017	Juste valeur au 31 décembre 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	15 194 222	15 219 429	0	15 219 429	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	52 476	52 416	0	52 416	0
Comptes et emprunts à terme	15 141 746	15 167 014	0	15 167 014	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	7 379 026	7 369 983	0	6 679 106	690 877
Comptes ordinaires créditeurs	5 177 749	5 176 893	0	5 176 893	0
Comptes d'épargne à régime spécial	690 877	690 877	0	0	690 877
Autres dettes envers la clientèle	1 510 400	1 502 213	0	1 502 213	0

directe	Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0
	Dettes nées d'opérations d'assurance	0	0	0	0	0
	Dettes nées d'opérations de réassurance	0	0	0	0	0
	Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	0	0	0	0	0
	Dettes représentées par un titre	145 261	106 586	23 505	83 081	0
	Dettes subordonnées	37 453	38 257	31 423	6 834	0
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée		22 755 963	22 734 255	54 928	21 988 451	690 877

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	15 944 921	16 054 826	0	16 054 826	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	67 139	67 069	0	67 069	0
Comptes et emprunts à terme	15 877 782	15 987 757	0	15 987 757	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	6 906 517	6 891 493	0	6 891 493	0
Comptes ordinaires créditeurs	4 632 038	4 630 835	0	4 630 835	0
Comptes d'épargne à régime spécial	611 770	611 770	0	611 770	0
Autres dettes envers la clientèle	1 662 708	1 648 888	0	1 648 888	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0
Dettes nées d'opérations d'assurance	0	0	0	0	0
Dettes nées d'opérations de réassurance	0	0	0	0	0
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	145 663	146 629	0	146 629	0
Dettes subordonnées	71 703	139 127	131 678	7 449	0
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	23 068 804	23 232 076	131 678	23 100 398	0

10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

— Évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (credit valuation adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (debit valuation adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation :

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur : Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation :

(En milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 173	111	3 062	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	3 173	111	3 062	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Valeurs reçues en pension				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actifs financiers disponibles à la vente	2 157 856	930 320	1 227 536	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	720 479	720 479		
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 437 377	209 841	1 227 536	
Créances disponibles à la vente				
Instruments dérivés de couverture	43 768		43 768	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 204 797	930 431	1 274 366	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Y compris 407 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif de la note 1.3 "Principes et méthodes comptables").

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 360	0	4 360	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				

Instruments dérivés	4 360		4 360	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Valeurs reçues en pension				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actifs financiers disponibles à la vente	2 028 691	861 162	1 167 529	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	632 069	632 069		
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 396 622	229 093	1 167 529	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	30 931		30 931	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 063 982	861 162	1 202 820	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotées sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Y compris 407 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif note 1.3 "Principes et méthodes comptables").

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 525		7 525	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle	7 525		7 525	
Instruments dérivés				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	99 127		99 127	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	106 652		106 652	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotées sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	13 387	257	13 130	0
Titres vendus à découvert				

Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle	13 387	257	13 130	
Instruments dérivés				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	155 439		155 439	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	168 826	257	168 569	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotées sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

Changements de modèles de valorisation. — Le Crédit Agricole des Savoie n'a pas effectué de changement de modèle de valorisation de ses actifs et passifs.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3. — Néant.

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3. — Néant.

Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3. — Néant.

10.3. Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine. — Néant.

11. – Impacts des évolutions comptables ou autres événements.

Le Crédit Agricole des Savoie n'a pas été concerné par des évolutions comptables ou autres événements nécessitant une présentation spécifique des états financiers.

12. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017.

Date de clôture. — Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe à l'exception des entités suivantes :

Entités	Nature du contrôle	Date de clôture des états financiers utilisés	Motivation
Cads développement	Contrôle exclusif	30 novembre 2017	Date de l'arrêté annuel de la filiale
SETAM	Influence notable	30 novembre 2016 majoré du résultat prévisionnel de la période allant du 1er décembre 2016 au 30 novembre 2017 selon le dernier atterrissage connu	Date de l'arrêté annuel de la filiale et information financière non disponible

12.1. Information sur les filiales :

12.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées. — Néant.

12.1.2. Soutiens aux entités structurées contrôlées. — Néant.

12.1.3. Opérations de titrisation et fonds dédiés. — Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.7 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

En 2017, le Crédit Agricole des Savoie a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2017, titrisation décrite au niveau de la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

12.2. Composition du périmètre :

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole des Savoie	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle	% De contrôle		% D'intérêt	
					31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Établissements bancaires et financiers								
64 Caisses Locales	Intégration globale		France	Filiale	NA	NA	NA	NA
Crédit Agricole Next Bank (Suisse) SA	Intégration globale		Suisse	Filiale	54%	54%	54%	54%
Divers								
FCP Adret Gestion	Intégration globale		France	Filiale	100%	100%	100%	100%
SASU Cads Développement	Intégration globale		France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Sociétés de titrisation des Savoie	Intégration globale	Entrée du FCT CA 2017	France	Opération de titrisation en commun	100%	100%	100%	100%
SETAM	Mise en équivalence		France	Filiale	38,13%	38,13%	38,13%	38,13%
Swiss Home Loan (SPV)	Intégration		Suisse	Opération de	100%	100%	51%	54%

CAF)	globale		titrisation				
------	---------	--	-------------	--	--	--	--

Au 31/12/2017, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 23 février 2017. Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres senior adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Au 31 décembre 2017, le Crédit Agricole des Savoie ayant participé à l'opération de titrisation a consolidé sa quote-part (analyse par silo), le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

D'un point de vue opérationnel, les 2 FCT sont cumulés dans la même liasse de consolidation.

13. – Participations et entités structurées non consolidées.

13.1. Participations non consolidées. — Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 849 189 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 789 082 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

13.1.1. Entités exclues du périmètre de consolidation. — Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable qui ont été exclues du périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2017	31/12/2016	
CAHS IMMO	FRANCE	100	100	Entité non significative
FONCIÈRE	FRANCE	100	100	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE RHÔNE-ALPES INVESTISSEMENT	FRANCE	46	46	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE DES SAVOIE CAPITAL	FRANCE	100	100	Entité non significative
CADS INVEST	FRANCE	100	100	Entité non significative
CADS IMMOBILIER	FRANCE	100	100	Entité non significative
SQUARE HABITAT ANNECY (EX MW GESTION ET TRANSACTION)	FRANCE	100	100	Entité non significative
SQUARE HABITAT SAVOIE	FRANCE	100	100	Entité non significative
SQUARE HABITAT GENEVOIS	FRANCE	100	100	Entité non significative
SQUARE HABITAT FAUCIGNY MONT BLANC	FRANCE	100	100	Entité non significative
CREDIT AGRICOLE ARC ALPIN	FRANCE	50	50	Entité non significative
CADS PROMOTION	FRANCE	100	100	Entité non significative
LE VILLAGE BY CA DES SAVOIE	FRANCE	95	100	Entité non significative
VAL THORENS LE CAIRN	FRANCE	22	22	Entité non significative
INVESTISSEURS DES ALPES	FRANCE	20	20	Entité non significative
SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE LA SAVOIE PATRIMOINE SAVOIE	FRANCE	25	25	Entité non significative
ADELA	FRANCE	25	25	Entité non significative
BISSY 1	FRANCE	20	20	Entité non significative
LE RELAIS DE VALFREJUS	FRANCE	20	20	Entité non significative

13.1.2. Titres de participations significatifs non consolidés. — Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux	Résultat du dernier
		31/12/2017	31/12/2016		
VAL D'ISERE PATRIMOINE	FRANCE	14	14	64 408	2368
DES BAUGES (SEM)	FRANCE	10	10	311 231	-118564
DOMAINE SKIABLE FLAINE	FRANCE	14	14	28 972 776	2669322
SOCIETE DES 3 VALLEES	FRANCE	12	13	116 614 439	5615295
SEREM	FRANCE	15	15	61 302	-4354
SEMAB (SEM ARECHES BEAUFORT)	FRANCE	11	11	774 236	125514
SOGESPRAL	FRANCE	11	11	497 257	-37 742
VALTHOPARCS	FRANCE	13	13	932 268	60 079
STE AMENAGT DE LA SAVOIE (SAS)	FRANCE	11	11	33 704 288	2 011 184
TECH	FRANCE	14	14	1 565 144	9 011
COMPAGNIE DU VAL MONTJOIE	FRANCE	11	11	2 555 146	312 575
SAVOIE STATIONS INGENIERIE TOURISTIQUES SSIT	FRANCE	15	15	13 340 260	176 871
AGRICULT ESPACE ENVIRON SAVOIE	FRANCE	12	12	254 226	13 778
STE DES EAUX THERMALES DE LA LECHERE	FRANCE	10	10	562 652	-76 918
RWAYTECH	FRANCE	13	13	304 320	46 292
SEM VALLOIRE	FRANCE	12	12	10 921 453	680 054
ENERGIES RENOUVELABLES DES ALPES	FRANCE	15	15	888 023	-1 374
FINANCIERE DDL & ASSOCIES (EX MAISONS GIRAUD - DIDIER DEMERCASTEL ET ASSOCIES)	FRANCE	15	15	12 235 706	742 302
MONT BLANC MOBILITY MBM	FRANCE	12	12	71 859	-16 437
NEWQUEST GROUP	FRANCE	15	15	1 007 558	-115 610
CREA SARL	FRANCE	11	11	2 107 345	-19 454
RBD	FRANCE	13	13	750 547	-335 163
STEEL HARVEST	FRANCE	12	12	1 248 518	510 518
DELTAGER	FRANCE	17	17	2 935 000	660 000
ADELI2A	FRANCE	13	13	508 963	-7 906
DOSEA	FRANCE	16	16	470 000	593 772
BAIKO FINANCE	FRANCE	12	N/A	1510000	

EXIATIV	FRANCE	13	N/A	450862	147 941
LES ARCS MALGOVERT	FRANCE	15	N/A	13500000	0
PERFORM SPIRIT INDUSTRY	FRANCE	25	25	2878868	494 300
SAS FONCIERE RENOVATION MONTAGNE	FRANCE	10	10	2878868	494 300
SOREMAC	FRANCE	20	20	6358405	297 286

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice peuvent être omis lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice à une des entreprises auxquelles elles se rapportent. Dans ce cas, il est fait mention du caractère incomplet des informations données.

13.2. Informations sur les entités structurées non consolidées. — Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus. — Au 31 décembre 2017, le Crédit Agricole des Savoie a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

— Titrisation : L'entité a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances (prêts habitat). Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules.

— Fonds de placement : Le Crédit Agricole des Savoie investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus. — Au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, l'implication de le Crédit Agricole des Savoie dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour le Crédit Agricole des Savoie dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente								
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions sur risque d'exécution - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(En milliers d'Euros)	2017							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente	895 996	895 996						
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	895 996	895 996	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								0
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions sur risque d'exécution - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	10 400 204							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente								
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0

vis des entités structurées non consolidées							
Engagements donnés							
Engagements de financement							
Engagements de garantie							
Autres							
Provisions - Engagements par signature							
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente	151 405	151 405						
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	151 405	151 405	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								0
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	5 212 777							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte. — L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

14. – Événements postérieurs au 31 décembre 2017.

Néant.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.
(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Aux Sociétaires de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537 /2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Dépréciations des crédits sur une base individuelle :

– Risque identifié : Du fait de son activité, la caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés (notes 1.3 et 3.1), les créances faisant l'objet de pertes prévisibles au titre du risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre établissement est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de l'importance relative de ces dépréciations dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées en note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élèvent à M€ 208,9.

– Notre réponse : Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte alimentation en comptabilité ;

- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la caisse régionale relatifs à ces procédures ;

- analysé le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit présentant un risque avéré ;

- effectué un examen analytique de la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

— Dépréciations des crédits sur une base collective :

– Risque identifié : Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés (notes 1.3 et 3.1), la caisse régionale constitue des dépréciations sur une base collective sur des encours non dépréciés sur une base individuelle, pour un montant de M€28,6 au 31 décembre 2017. Ces dépréciations sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit sur la base de séries statistiques et historiques des défaillances de la clientèle du groupe Crédit Agricole.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison :

- de l'importance des hypothèses retenues dans les modèles de notation et dans les scénarios de dégradation de ces notations ;

- de l'évolution du moteur de calcul des dépréciations sur une base collective de la banque de détail dont les paramètres ont été enrichis au cours de l'exercice 2017.

– Notre réponse :

Nos travaux ont consisté à :

- effectuer une analyse des évolutions du modèle de notation et identifier les contrôles réalisés que nous considérons pertinents sur la qualité des données utilisées et produites par le modèle et la traçabilité des anomalies.

Compte tenu de l'organisation qui prévaut au sein du groupe Crédit Agricole, nous nous sommes fait assister par les commissaires aux comptes de l'organe central pour la mise en œuvre des travaux définis ci-dessus.

Nous avons pris connaissance de leurs travaux et nous sommes assurés que ces derniers étaient appropriés ;

- tester le correct déversement des données servant de base au calcul des dépréciations collectives et de la correcte imputation des notations dans les outils alimentant la comptabilité ;

- procéder à un examen analytique de l'évolution des encours et des dépréciations par notation.

— Dépréciations des crédits sur une base sectorielle :

– Risque identifié : La caisse régionale constitue des dépréciations sur une base sectorielle sur des encours non dépréciés sur une base individuelle. Ces dépréciations sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit sur la base de séries statistiques et historiques des défaillances de la clientèle du groupe Crédit Agricole, tel que décrit dans les notes 1.3 et 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations s'élèvent à M€ 109 au 31 décembre 2017.

S'agissant de la détermination des dépréciations sur une base sectorielle, la direction de votre établissement est conduite à formuler des hypothèses de dégradation de la notation des contreparties.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison :

- de l'importance des hypothèses retenues dans les modèles de notation et dans les scénarios de dégradation de ces notations servant de base au calcul des dépréciations sur une base sectorielle ;
- de l'évolution du moteur de calcul des dépréciations sur une base collective de la banque de détail dont les paramètres ont été enrichis au cours de l'exercice 2017.

— Notre réponse

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance de la documentation fournie par la caisse régionale sur la justification du choix des secteurs retenus et des procédures appliquées par la caisse régionale pour la détermination de ces dépréciations ;
- effectuer une analyse des évolutions du modèle de notation et identifier les contrôles réalisés que nous considérons pertinents sur la qualité des données utilisées et produites par le modèle et la traçabilité des anomalies.

Compte tenu de l'organisation qui prévaut au sein du groupe Crédit Agricole, nous nous sommes fait assister par les commissaires aux comptes de l'organe central pour la mise en œuvre des travaux définis ci-dessus.

Nous avons pris connaissance de leurs travaux et nous sommes assurés que ces derniers étaient appropriés ;

- examiner le processus de sélection des encours servant de base au calcul des dépréciations sur une base sectorielle ;
- procéder à un examen analytique de l'évolution des encours et des dépréciations par secteur.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie par votre assemblée générale du 26 mars 2006 pour le cabinet SR Audit et du 29 mars 2012 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet SR Audit était dans la douzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la sixième année.

Précédemment, le cabinet ERNST & YOUNG Audit, membre du réseau EY, a exercé les fonctions de commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie de 1994 à 2005.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

La Motte-Servolex et Toulouse, le 9 mars 2018.
Les Commissaires aux Comptes :

SR AUDIT :
Nicolas Picard ;

Ernst & Young et Autres :
Franck Astoux

VIII. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Aux sociétaires de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre caisse régionale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la caisse régionale des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. — En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1. Avec Crédit Agricole S.A.

— Personne concernée :

M. Jean-Pierre Paviet, président du conseil d'administration de votre caisse régionale et administrateur de Crédit Agricole S.A.

— Nature et objet :

Il est rappelé que dans le cadre de l'opération Eurêka, les Caisses Régionales ont bénéficié d'un financement dans les conditions suivantes :

– prêt de 11 Md€ à un taux fixe de 2,15 % sur 10 ans ;

– option de remboursement anticipé semestriel à compter de la 4^e année, avec préavis de 12 mois.

La nature de l'option de remboursement anticipé induit une sensibilité significative aux paramètres de marché (taux, liquidité, volatilité) du gap de taux de Crédit Agricole S.A. Le montant nominal important de l'option impose une gestion dynamique dont le coût est élevé, soit environ 50 M€ par an à la charge de Crédit Agricole S.A.

Pour les Caisses Régionales, l'option de remboursement anticipé ne présente pas de gain symétrique à celui de Crédit Agricole SA du fait d'une gestion différente.

Sur ces bases partagées, Crédit Agricole S.A. et les Caisses Régionales ont engagé des discussions visant à procéder à une modification de la structure du financement accordé par Crédit Agricole S.A.

Afin de supprimer le risque optionnel et son coût de gestion, Crédit Agricole S.A. a proposé de racheter l'option, ce rachat prenant la forme d'une réduction de taux en contrepartie de la fixation par chaque Caisse Régionale d'un échéancier ferme de remboursement :

– la grille de refinancement proposée fait l'objet d'une attestation d'équité du cabinet Duff & Phelps ;

– les Caisses Régionales ont eu la possibilité de conserver la structure actuelle ou de la remplacer par un ou plusieurs financements sur les maturités de leur choix du tableau ci-dessous (selon les conditions de marché en vigueur au 4 juillet 2017). L'abandon de rendement proposé est compris entre 35bp et 56bp, correspondant au coût de gestion estimé de 50bp pour Crédit Agricole S.A. depuis l'origine.

Maturité Emprunt	Taux fixe in fine
3 août 2020	1,80
3 août 2021	1,64
3 août 2022	1,59
3 août 2023	1,60
3 août 2024	1,67
3 août 2025	1,75
3 août 2026	1,84

— Modalités :

Dans le cadre de sa gestion financière, votre caisse régionale a choisi d'opter pour le remplacement du prêt initial d'une durée de 10 ans remboursable par anticipation à compter de la 4^e année, date anniversaire, par la mise à disposition des fonds par un prêt de 6 échéances fixes :

– 65,9 M€ à échéance 2020 ;

– 60 M€ à échéance 2022 ;

– 60 M€ à échéance 2023 ;

– 60 M€ à échéance 2024 ;

– 60 M€ à échéance 2025 ;

– 60 M€ à échéance 2026.

La restructuration a donné lieu à la signature de l'avenant n° 1.

Votre conseil d'administration, réuni le 29 septembre 2017, a autorisé M. Jean-Pierre Paviet, président, et M. Jean-Yves Barnavon, directeur général, avec faculté de subdéléguer, à signer l'avenant au contrat de prêt senior Eureka, tel que présenté en séance.

— Motifs justifiant de l'intérêt de la convention :

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : conformément à l'article R. 225-30 du code de commerce, votre caisse régionale a intérêt à conclure l'avenant à la convention de prêt signé entre votre caisse régionale et Crédit Agricole S.A. aux motifs que la restructuration du contrat de prêt senior Eureka permet une baisse du taux d'intérêt au profit de votre caisse régionale.

2. Avec SACAM Participations :

— Personne concernée

M. Jean-Yves Barnavon, directeur général de votre caisse régionale et administrateur de SACAM Participations.

— Nature et objet :

Plusieurs SACAMS de petite taille (SACAM Progica, SACAM Pleinchamp et SACAM Santeffi) ont été regroupés au sein de SACAM Participations.

95 % du capital de SACAM Machinisme ont été cédés à SACAM Participations. La participation globale des Caisses Régionales a été placée dans SACAM Machinisme. La participation détenue par les Caisses Régionales dans le capital de SACAM FIA-NET Europe a été regroupée dans SACAM Participations.

— Modalités :

La cession à SACAM Participations des actions que votre caisse régionale détient dans le capital des SACAMS concernés a un impact de € 227 460.

— Motifs justifiant de l'intérêt de la convention Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : le regroupement des SACAM permet d'en simplifier le fonctionnement.

3. Avec M. Jean-Yves Barnavon, directeur général de votre caisse régionale :

— Nature et objet :

M. Jean-Yves Barnavon a été nommé directeur général de votre caisse régionale par délibération du conseil d'administration en date du 16 décembre 2005. Dans le cadre de cette nomination comme mandataire social, le contrat de travail de M. Jean-Yves Barnavon a été suspendu de fait. Il a été proposé au conseil d'administration de formaliser cette suspension. En cas de réactivation du contrat de travail, la rémunération annuelle fixe en tant que directeur général adjoint serait valorisée sur la base de l'évolution de la rémunération annuelle fixe de la population des directeurs généraux adjoints de Caisses Régionales en prenant pour base de référence le 1er janvier 2018.

— Modalités :

Le conseil d'administration a autorisé cette convention le 21 avril 2017.

— Motifs justifiant de l'intérêt de la convention :

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : l'établissement de cette convention réglementée permet de satisfaire aux obligations liées au statut de mandataire social et de cadre dirigeant du groupe Crédit Agricole, dans le respect des exigences de l'organe central.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale. — En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB) :

— Personne concernée :

M. Jean-Pierre Paviet, président du conseil d'administration de votre caisse régionale et administrateur de CACIB.

— Nature et objet :

Dans le cadre de l'opération de création du fonds de commun de titrisation FCT Evergreen HL1, visant à accroître les réserves de liquidité mobilisables à court terme par le groupe Crédit Agricole, les Caisses Régionales ont conclu avec CACIB et Crédit Agricole S.A. une convention de garantie financière, ainsi qu'un avenant à la convention de garantie financière.

— Modalités :

Votre caisse régionale apporte des créances en garantie à CACIB pour des prêts que cette dernière accorde à Crédit Agricole S.A. Ces prêts sont ensuite cédés au fonds commun de titrisation dans le cadre du dispositif FCT Evergreen HL1. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le montant des créances apportées en garantie par votre caisse régionale au FCT Evergreen HL1 est nul.

2. Avec le G.I.E. CA Technologies et Services :

— Personne concernée :

M. Jean-Yves Barnavon, directeur général de votre caisse régionale et administrateur du G.I.E. CA Technologies et Services.

— Nature et objet :

Votre caisse régionale a conclu une convention de prestations de services informatiques et de maîtrise d'ouvrage de son système d'information avec le G.I.E. CA Technologies et Services.

— Modalités :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la charge facturée par le G.I.E. CA Technologies et Services à votre caisse régionale s'est élevée à € 26 977 329 hors taxes. Par ailleurs, votre caisse régionale a enregistré un produit de € 1 958 590 hors taxes au titre de refacturations de frais et de prestations de services fournies au G.I.E. CA Technologies et Services.

La Motte-Servolet et Toulouse, le 9 mars 2018.

Les Commissaires aux Comptes :

SR AUDIT :
Nicolas Picard ;

Ernst & Young et Autres :
Franck Astoux